

TOUS ENSEMBLE

contre l'austérité



Pour le droit à l'emploi

Cette rentrée est, plus que jamais, tout à la fois sociale et politique. L'ampleur de la crise économique, notamment en Europe, ne laisse d'autre choix aux gouvernements qu'une politique de régression sociale draconienne ou... de rompre avec la logique capitaliste.

L'imposition particulièrement antidémocratique du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) est indissolublement liée à la politique d'austérité et de reculs sociaux appelée à grands cris par le patronat. Ainsi en cette rentrée, la bataille engagée autour de la compétitivité des entreprises, est un enjeu essentiel. Derrière le vocable, il ne s'agit ni plus ni moins que de la guerre sociale et économique, mais présentée de façon atténuée et moderne.

Car la compétitivité, cela n'évoque pas la guerre, mais plutôt la compétition, celle qui se déroule selon les règles, acceptées par tous, des Jeux olympiques par exemple. Le Premier ministre a promis, «un choc de compétitivité». De même, quand on parle de dégraisser, les conséquences sur le quotidien des salariéEs, de leur famille, sur une ville, un territoire n'ont rien à voir avec les kilos perdus par un athlète. Par ces opérations langagières, la bourgeoisie vise à faire accepter au plus grand nombre une

haute dose de sacrifice, sur le modèle des athlètes contraints de surveiller leur poids et leurs performances s'ils veulent pouvoir monter sur la plus haute marche du podium.

Une nouvelle étape dans la casse sociale

Pour donner du crédit à ces mensonges, gouvernement, patronat et éditorialistes nous chantent les louanges de l'économie allemande. Voilà le modèle à adopter! C'est oublier que ce prétendu

SUITE PAGE 2

29 septembre

Solidarité avec les Ford au Salon de l'auto

30 septembre

Manifs contre le traité d'austérité



Agenda

22 septembre, gaz de schiste, international.

À l'occasion de la journée mondiale d'action contre le gaz et le pétrole de schiste (« Global frackdown day »), des rassemblements sont organisés partout en France. À Paris, RV à 11 heures, place du Trocadéro. À Tourman-en-Brie (Seine-et-Marne), RV à 14h 30. À Saint-Christol-lez-Alès (Gard), RV à 14h 30.

22 septembre, manifestation santé, Paris.

La politique que doivent mettre en place le gouvernement et la nouvelle majorité pour sauver la santé publique n'est pas une utopie. Elle est affaire de volonté et de choix. Nous manifesterons pour que, lors des débats budgétaires de cet automne, nos responsables politiques fassent les bons choix. RV à 14 heures, Bastille.

22 septembre, sans-papiers, Paris.

Fête organisée avec les participants de la marche européenne des sans-papiers de juin. Un film sera présenté vers 16 heures, la projection sera suivie d'un débat. Musique et agapes sont prévues à partir de 20 heures. RV Lavoisier Moderne parisien, 35 rue Léon (M° Château Rouge).

29 septembre, Ford, Salon de l'auto.

Les salariés de Ford vont s'inviter au Salon de l'auto et auront besoin de toute notre solidarité. RV à Paris Expo, porte de Versailles.

30 septembre, traité austérité, national.

Refusons le pacte budgétaire européen et son austérité permanente ! Des manifestations et actions sont organisées partout en France. À Paris, RV à 13h 30 à Nation. Pour en savoir plus : www.audit-citoyen.org ou contact@audit-citoyen.org

9 octobre, journée européenne pour l'industrie.

Journée européenne d'actions et de manifestations pour la défense de l'emploi et de l'industrie. Deux mobilisations sont prévues. Le matin : action en direction du salon de l'Auto avec la participation des salariés de toutes les usines PSA. L'après-midi : manifestation pour la défense de l'emploi et de l'industrie (le cortège de PSA Aulnay ouvrira la manifestation), au départ de Place-d'Italie, en direction de Montparnasse.

19-20 octobre, journées d'égal à égales, Angers.

Le collectif angevin « d'Égal à Égales », composé d'organisations associatives, syndicales et politiques organise un grand événement féministe. Au programme : débats, tables rondes, ateliers, spectacle, expos... RV vendredi 19 octobre à partir de 20 heures. dans les salons Curnonsky, 6 place Maurice-Saillant à Angers (tramway arrêt Ralliement). Samedi 20, manif à 15h 30, place du Ralliement.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Licenciements, accords emplois-compétitivité

SUITE DE LA PAGE 1

miracle a un coût social exorbitant : absence de salaire minimum, explosion de la précarité, destruction des conventions collectives, réduction des allocations chômage... Un programme de destruction des acquis sociaux mené tambour battant par un gouvernement social-démocrate et l'ancien directeur du personnel de Volkswagen. Autant dire que quand les socialistes travaillent main dans la main avec l'industrie automobile, il n'y a rien de bon à en attendre ! L'introduction au document d'ouverture de la négociation sur la « sécurisation de l'emploi » fixe le cadre en toute clarté : « une volonté... partagée : entre "déréglementation" et "surréglementation", il y a une voie : celle du dialogue social. À condition qu'il soit loyal, confiant, transparent, apaisé, et qu'il permette ainsi l'équilibre « gagnant-gagnant » des accords ».

Malheureusement, le gouvernement a déjà marqué des points dans cette logique. Aujourd'hui, partis de droite comme de gauche et directions syndicales reprennent les mêmes mots. Pour la CFDT, la CGC et la CFTC, aucune ambiguïté : pour sortir de la crise, il faut partager les efforts,

accepter des sacrifices. Selon eux, les accords emplois-compétitivité permettraient des engagements réciproques : reculs sur les garanties statutaires en matière d'emploi, sur les conditions de travail, sacrifices en matière de salaires contre de prétendues garanties sur l'emploi. Marché de dupes garanti. La CGT serait prête à « débattre de la compétitivité » en lui donnant un autre contenu : garantie du pouvoir d'achat, pouvoirs accrus des salariéEs au travers des comités d'entreprises, et Sécurité sociale professionnelle. Accepter ce dialogue social, c'est déjà cautionner une partie de ses résultats. Quant à FO, la confédération désavouera-t-elle nationalement ce que ses représentants ont signé à SevelNord ?

Une seule solution : la mobilisation

Face au déferlement de plans de licenciements de fermetures de sites et aux négociations sur la compétitivité qui s'annonce, nous participons à la construction d'une riposte autour d'un programme visant à rejeter cette nouvelle dérégulation sociale : interdiction des licenciements, expropriation des patrons licenciés, contrôle de l'argent public,

pôle public bancaire, responsabilité collective des patrons d'une filière (automobile, chimie...). Et, dès maintenant, il s'agit de construire la riposte à l'échelle européenne voire mondiale.

Entre le patronat et les travailleurs, il n'existe pas d'accord gagnant-gagnant. Parce que dès que l'on met le petit doigt dans l'engrenage, la logique est implacable : d'abord, on aide l'entreprise à aller mieux, à supprimer quelques emplois. Puis on célèbre le patriotisme économique, on chante la Marseillaise, on turbine pour être plus productif que les autres, les Allemands, les Polonais, les Chinois, et demain, nous donnerons tous des RTT, des congés et une partie de notre salaire pour « sauver » nos emplois. Ce n'est pas de la politique-fiction : c'est ce qui se passe, à grande échelle, en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie...

Henri Clément et Robert Pelletier

regards



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

Propos recueillis par Sandra Demarcq

TRAITÉ DE L'AUSTÉRITÉ *Organisons la riposte*

Le Pacte budgétaire qui doit être voté par le Parlement français en octobre, rend l'austérité obligatoire et permanente à l'échelle européenne. Le 30 septembre sera l'occasion de dénoncer ce traité dans la rue, lors de nombreuses manifestations, partout en France.

Entretien avec Thomas Coutrot, co-président d'Attac France, qui participe à l'organisation de ces journées d'action.

Comment s'est créé le collectif pour un audit citoyen de la dette, et quels sont ces objectifs ?

À la rentrée 2011 s'est constitué en France le collectif national pour un audit citoyen de la dette publique, avec un appel constitutif signé par plus de 60 000 personnes, et au plan national une vingtaine d'associations et de syndicats membres, soutenu par des partis et des organisations politiques. Son objectif est de déconstruire avec les citoyens le discours dominant et mensonger qui attribue la dette à des dépenses publiques et sociales inconsidérées et prône l'austérité comme seul remède. Il est également de progresser dans la réflexion sur les alternatives indispensables pour faire face à la crise sociale et écologique. Un des objectifs essentiels du collectif national était d'aider la mobilisation contre l'austérité à l'échelle nationale et d'encourager la constitution de collectifs locaux. À ce jour, plus de 110 collectifs locaux pour un audit citoyen de la dette publique sont en activité, souvent organisés au plan départemental, avec pour nombre d'entre eux des ramifications dans diverses localités. Ils ont tous un caractère largement unitaire, ont produit du matériel local, ont tenu des réunions publiques et constituent les forces vives de la mobilisation.

Pourquoi Attac est-elle partie prenante de la campagne unitaire contre le TSCG ?

Pour nous, l'enjeu du débat sur le TSCG-Pacte budgétaire est encore et toujours de lever la chape de plomb du mensonge et du chantage exercés par les dirigeants européens pour imposer les politiques d'austérité en Europe et en France. L'enjeu est véritablement historique car sous prétexte de « sauver l'euro », ces dirigeants ont entrepris un vaste ajustement structurel européen qui vise à démanteler l'État social en Europe pour rétablir les positions concurrentielles du capitalisme européen dans la mondialisation. Pour ce faire ils sont prêts aux pires régressions, y compris sur le plan démocratique. Pour Attac, il est vital de construire un front large de résistance et de propositions alternatives, où associations, syndicats et partis politiques montrent leur capacité à travailler de façon unitaire, sur un pied d'égalité, en conservant chacun son autonomie. L'unité la plus large est aujourd'hui indispensable pour lever l'obstacle de la résignation ou de la peur.

Comment s'organise la mobilisation, la manifestation unitaire du 30 septembre, et quelles sont les suites ?

Depuis quelques jours des dizaines de réunions s'organisent dans toute la France, nous ne parvenons d'ailleurs pas à satisfaire toutes les demandes d'orateurs et d'oratrices. La manifestation du 30 septembre est véritablement organisée de façon collective et partenariale. Chaque jour de nouveaux appels à manifester arrivent de la part de structures

syndicales ou associatives. Le vote du Parlement interviendra dans la première quinzaine d'octobre, et l'enjeu est pour nous de délégitimer ce vote aux yeux de l'opinion publique. Mais il s'agit surtout de préparer la suite : le vote du budget, fin octobre, et la construction d'un mouvement social européen à partir de la réunion des mouvements sociaux à Florence mi-novembre. Nous proposons en particulier la mise en place d'un tribunal européen de la dette et de l'austérité pour construire du commun entre les résistances sociales qui émergent partout en Europe.

1. Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Front de Gauche La contradiction



Par **Christine Poupin**

S'opposer à l'austérité, aujourd'hui contre le traité, demain contre le budget!

À l'occasion de la fête de l'Humanité, tout aura été fait pour mettre sous l'éteignoir les contradictions qui traversent le Front de Gauche. Les discours pourtant dissonants de l'ex-candidat à la présidentielle Mélenchon et du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, masquent surtout les difficultés de positionnement politique du Front de Gauche face au pouvoir socialiste. Dans la majorité, en opposition... ou ailleurs ?

D'après les journaux depuis plusieurs jours, Mélenchon n'aurait pas été le bienvenu cette année à la fête de l'Humanité. En cause, la trop grande place occupée médiatiquement par l'ex-candidat et ses déclarations unilatérales, comme celle annonçant sans discussion préalable la marche du 30 septembre, annonce qui a hérissé le poil des dirigeants communistes et d'une partie du mouvement social.

Que l'on se rassure, tout a été fait ce week-end pour afficher l'unité et la parfaite complicité entre Mélenchon et Laurent, incarnant ainsi les deux forces politiques structurant le Front de Gauche. Pourtant les déclarations n'ont pas toujours été à l'unisson ces derniers jours. Concernant le rôle qu'il entend jouer pour la suite, Mélenchon déclarait humblement «*Je suis au patrimoine commun!*»... Pour Éric Coquerel du PG «*il incarne et synthétise le Front de Gauche*». Difficile dans ces conditions de faire rentrer Mélenchon dans le porte-parolat collectif du Front de Gauche souhaité par la direction du PCF.

Mais l'essentiel n'est certainement pas là, même si derrière ces bisbilles de personnalités se jouent des positionnements un peu divergents.

UNE DÉCEPTION

Que ce soit dans les rangs des directions du PCF, du PG ou dans les colonnes de *l'Humanité*, tout le monde aura regretté l'absence des dirigeants du PS. Pas grand-chose n'est venu de ce côté-ci,

comme en témoigne cette chaise restée vide samedi lors du grand débat entre représentants des différents partis de gauche (débat où était pourtant invité le PS... mais pas le NPA).

Le PCF aurait particulièrement apprécié de voir Martine Aubry ou son récent remplaçant Harlem Désir déambuler dans les allées de la fête, mais seule la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem a affronté un public particulièrement remonté sur la question du TSCG que veut imposer le PS.

La déception unanime devant ces absences socialistes illustre bien les préoccupations d'un Front de Gauche assez soucieux dans sa direction de renouer le dialogue avec un PS pourtant vilipendé sur la question européenne.

UNE CONTRADICTION

Car derrière ces oppositions supposées ou réelles entre dirigeants, le Front de Gauche doit faire face à une tension qui le travaille depuis sa fondation et qui s'est amplifiée depuis l'élection d'Hollande.

Dans le partage des tâches, Mélenchon a le verbe haut, très haut même pour exécuter le gouvernement, les dirigeants socialistes et les «*politiques austéritaires*» qu'ils entendent mettre en œuvre. Et il est évident qu'il se construit ainsi une image d'opposant à Hollande. Pourtant, cela n'a pas empêché les députés du Front de Gauche de voter le collectif budgétaire en juillet et même les fameux «*contrats de génération*» il y a quelques jours. Sans même aborder ici la question des rapports locaux de cogestion



Paris, le 5 juin 2012. Rencontre au sommet entre François Hollande et Jean-Luc Mélenchon. (REUTERS/PHILIPPE WOJAZER)

avec le PS qui font le quotidien de bien des collectivités locales (régions, communes...).

Aussi, si tous se revendiquent de la formule plus qu'ambiguë de «*l'autonomie conquérante*», il apparaît que les uns et les autres n'envisagent pas obligatoirement la fin du scénario de la même façon. Dans la suite de sa campagne présidentielle, Mélenchon parie sur l'échec d'Hollande pour apparaître comme un recours, celui qui est prêt à assumer les responsabilités. Du côté du PCF, on se verrait plutôt comme un aiguillon qui, s'appuyant sur les mobilisations,

pousserait plus à gauche l'actuel gouvernement.

Une chose est sûre : construire ces prochaines semaines une opposition unitaire de gauche au gouvernement n'est pas à l'ordre du jour de la direction du Front de Gauche. Pourtant, sous le coup de la crise, la pression de la situation sociale risque d'imposer à tous de choisir : soit le ralliement au social libéralisme, soit la rupture franche et nette.

Manu Bichindaritz

Bernard Arnault en Belgique ? Qu'il y reste !

Après l'annonce que Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, avait demandé la nationalité belge, pourquoi pas un petit billet ironique, histoire de se moquer de ce parasite et fraudeur hors norme ? En fait, l'histoire du personnage provoque plutôt la nausée que la rigolade.

Après des études à l'École polytechnique, il rejoint l'entreprise familiale en 1971 et en prend la tête sept ans plus tard. Avec l'arrivée de Mitterrand en 1981, Arnault manifeste déjà son aversion pour le paiement d'impôts en s'exilant aux USA pendant trois ans. Par contre, de retour en 1984, il prend des deux mains l'argent de nos impôts quand il négocie avec le Premier ministre Fabius un cadeau de deux milliards de francs pour l'aider à racheter le groupe Boussac. À partir de ce moment, rien ne l'arrête. Avec une série d'opérations boursières, il prend des parts dans différentes sociétés de luxe dont LVMH, puis, à l'aide des banques Lazard et Crédit Lyonnais, finit par prendre le contrôle de l'ensemble du groupe. Suivent des rachats de dizaines d'autres sociétés, ce qui lui permet en 2005 de devenir l'homme le plus riche de France et sept ans plus tard la quatrième fortune du monde, avec 41 milliards de dollars (deux millions d'années de Smic !). Et, jamais content, en 2010, au sujet

de son ami belge Albert Frère, il disait : «*je regrette de ne pas l'avoir assez suivi, car je serais beaucoup plus riche!*»

Des amis qui en disent long

Ami depuis longtemps de Nicolas Sarkozy – témoin au mariage avec Cécilia et présent lors de la fameuse soirée du Fouquet's en 2007 – Arnault a également fait rentrer Bernadette Chirac au conseil d'administration de LVMH et a été personnellement responsable du recrutement du couturier John Galliano, lâché plus tard après une condamnation pour propos violemment antisémites. Moins connu, Arnault recrute aussi chez des gens de gauche, comme Hubert Védrine, ancien ministre de Mitterrand, ou Christophe Girard, salarié à LVMH et également adjoint à la culture de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris.

Pourquoi cette démarche en Belgique ?

Pour payer moins d'impôts ? Pourtant, pour la plupart des très riches, il existe déjà de multiples combines pour payer très peu. L'idée, relayée par la droite, que

les nouveaux impôts du gouvernement Hollande feraient fuir «*nos grands patrons*» est tout simplement fautive, comme le démontre une étude du syndicat des impôts, le SNUI. Depuis dix ans, le phénomène reste très marginal et n'est pas affecté par les changements de taux d'imposition. Ce geste d'Arnault n'est probablement qu'un simple signe de mépris de sa part et pour dire aussi au PS de ne pas aller trop loin dans un discours qui pourrait donner des idées à la population. Quant à l'idée que Bernard Arnault aurait «*trahi*» l'intérêt national, c'est tout aussi faux ; que ce soit Hamon qui trouve Arnault «*pas très patriote*», *l'Humanité* qui déplore qu'on «*s'essuie les pieds sur notre bien commun, la République*» ou Mélenchon qui dit que l'argumentation d'Arnault c'est «*humiliant pour nous Français...*» Des gens comme Arnault ne sont pas des «*traîtres*». Ils sont, au contraire, très fidèles... à leurs propres intérêts et à ceux de leur classe.

Alors soyons aussi fidèles à nos intérêts qu'eux aux leurs. Si les riches décidaient de partir, il faudrait effectivement leur dire «*bon débarras!*» Mais un vrai gouvernement de gauche gèlerait leurs comptes et exproprierait leurs entreprises pour permettre leur redémarrage sous le contrôle des salariéEs. Autrement dit, et pour aller plus loin que *Libération* : «*Les riches cons ? Qu'ils se cassent tous... mais nous on garde les thunes!*»

Ross Harrold



INCENDIE À SAINT-DENIS La dignité des sinistrés

Trois morts, une dizaine de blessés et plus d'une trentaine de personnes à la rue, tel est le triste bilan d'une nuit d'horreur, celle du 8 au 9 septembre, où un incendie a ravagé un immeuble de la rue Gabriel-Péri à Saint-Denis. Habitants pris au piège dans leurs appartements alors que la cage d'escalier fait cheminée, entraînant la destruction complète de la charpente, personnes qui sautent par les fenêtres, qui tentent de descendre par les gouttières, habitants du quartier mobilisés qui assistent totalement impuissants au drame qui se déroule... Le choc, l'émotion sont très vifs, d'autant que nombre des habitants du quartier vivent dans des immeubles au moins aussi dégradés que celui-ci.

Le jour-même on a vu défiler tous les responsables politiques, de Cécile Duflot, ministre du Logement, au maire de Saint-Denis, en passant par le préfet et le nouveau député élu sur la circonscription. La déclaration la plus marquante aura été celle de la ministre : « le relogement de toutes les personnes qui ont été évacuées sera assuré d'ici ce soir », phrase qui a éteint la vague d'émotion provoquée par l'incendie. Mais que s'est-il passé pour que les habitants sinistrés, trois jours plus tard, soient conduits à s'installer dans la Basilique de Saint-Denis, pour faire entendre leur voix et leurs revendications ? Tout le monde s'est dit, avec toutes ces personnalités présentes, qu'une cellule de crise serait mise en place, des moyens dégagés, une cellule psychologique serait proposée aux sinistrés. Mais voilà, les trois premiers jours, l'État a été incapable de faire face à la situation, et c'est la ville de Saint-Denis qui a assuré le recensement des personnes, la distribution des premiers secours par le Secours populaire, et la recherche des hébergements. Ce sont les services sociaux de la ville qui ont fait le travail : chaque sinistré devant se rendre en mairie pour se faire recenser, donner son numéro de téléphone et attendre qu'on l'appelle pour un hébergement dans un hôtel, le soir.

Lundi soir, rassemblement au pied de l'immeuble incendié. Du monde. Des femmes pleurent. La police est là. Pas d'élus. Tout le monde tourne en rond, habitants sinistrés, habitants du quartier. Où est la cellule de crise ? Qui recense les besoins ? Qui est hébergé ce soir ? Où peut s'adresser la solidarité ? Ce sont les militants des associations qui commencent le travail en bas de l'immeuble. À 20 heures, il y a encore près d'une dizaine de personnes à la rue sans solution. Tout le monde se réfugie dans la bourse du travail en attendant les réponses qui tardent à venir. C'est à 22 heures que tous les hébergements sont trouvés, certains dans des hôtels sordides tenus par des marchands de sommeil notoires.

Le lendemain, même scénario mais en plus la Bourse du travail est fermée pour éviter que les sinistrés et les soutiens s'y installent de nouveau. Plus de cinq personnes resteront à la rue cette nuit-là. Et ne parlons pas du manque de nourriture et de vêtements.

Au lieu de mettre en place un lieu d'accueil, d'écoutes, ouvert en permanence, pour répondre aux 1 000 questions posées par cet incendie, les pouvoirs publics ont géré cette situation comme ils gèrent une expulsion ordinaire. On ne vient pas au secours des habitants mais on leur demande de se déplacer, eux, au CMP, au Secours populaire, à la Croix rouge, en mairie...

C'est cette impuissance, cette incurie, ce mépris des pouvoirs publics, tellement éloignés des déclarations officielles faites, qui ont justifié l'installation dans la basilique mercredi soir. Cette fois, les hôtels proposés étaient à Cergy-Pontoise et Étampes, autant dire inaccessibles pour des personnes qui n'ont plus ni papiers d'identité, ni argent, ni affaires personnelles.

L'installation dans la basilique a fait revenir les médias, a mis en lumière la réalité de la situation vécue par les sinistrés. Et cette fois-ci, ce sont les responsables qui ont dû venir au devant des habitants. Et la discussion a eu lieu dans la Basilique entre la sous-préfète, la responsable de la Drihl et les habitants : accord sur la liste, hébergement à Saint-Denis de tous les sinistrés dans le même hôtel, et laissez-passer pour tous les habitants quelle que soit leur situation administrative.

Une mention spéciale pour la municipalité qui a été totalement incapable de parler aux habitants, de les écouter, de leur témoigner une solidarité politique. Peur de prêter une salle, peur d'être accusée, peur des habitants. Mairie cadencée, élus autistes, le pompon pour l'adjoint au maire, Stéphane Peu (PCF), qui a dénoncé publiquement dans la presse (*Le Parisien*) les occupants de la basilique comme étant de faux sinistrés !

La mobilisation, la vigilance, sont encore nécessaires pour la prise en compte de toutes les revendications des habitants, mais une chose a été rétablie, essentielle : la dignité des habitants.

JMB

PS Ils n'ont pas voté... et puis après ?

Après le show des primaires, que certains commentateurs avaient un peu rapidement érigé en modèle démocratique, c'est désormais un peu la gueule de bois à l'occasion du congrès du PS.

Officiellement tout est normal : cinq motions en concurrence, dont certaines peuvent même paraître de gauche. C'est le cas notamment de la motion « Oser, plus loin, plus vite » dont le premier signataire est Stéphane Hessel, et surtout « Maintenant la gauche », motion qui regroupe les anciens amis de Benoît Hamon, en particulier Jérôme Guedj, Marie-Noëlle Lienemann, Gérard Filoche... ou Paul Quilès (le « monsieur propre » de la France au Rwanda).

Un vote des militants est naturellement prévu, le 11 octobre prochain, avant que ne démarre le congrès à Toulouse du 26 au 28 octobre.

Là où le bât blesse, c'est que les résultats sont déjà connus avant que les votes n'aient eu lieu ! Une nouvelle innovation de la social-démocratie qui décidément porte bien mal son nom et qui a forcément un peu choqué.

Détail important : cela ne concerne pas que la nomination du futur secrétaire général Harlem Désir - « la victoire d'un apparatchik pur jus » pour reprendre le titre d'un article du *Monde* - tandis qu'un lot de consolation semble être offert au perdant Jean-Christophe Cambadélis à qui on aurait promis (mais faut-il croire aux promesses de ses amis politiques ?) une vice-présidence du Parti socialiste européen, et peut-être même plus tard une présidence...

Cela concerne aussi l'ensemble du système de direction : d'abord l'ensemble des (futurs) secrétaires nationaux qui ont été nommés dès juillet, puis toutes les autres instances. C'est ainsi que, jusqu'au dernier moment, les tractations sont allés bon train pour échanger une place au bureau national contre deux places au conseil national, avant que les votes ne départagent officiellement les divers courants... plus tard.

Un vaudeville qui reflète en même temps un réel problème politique. La « gauche » du PS incarnée par Benoît Hamon, qui avait fait un score plutôt honorable au congrès de Reims, est désormais phagocytée par le courant majoritaire contre des places sonnantes (et si possible pas trop trébuchantes) dans la direction du parti et au gouvernement. Mais quelques-uns ruent dans les brancards. Le TSCG a du mal à passer et d'une manière générale l'ensemble des attaques annoncées peuvent indisposer, sans parler du cynisme et de la brutalité d'un Valls qui peut quand même choquer certains électeurs de gauche. Les municipales ne sont pas si loin, et les retours de bâton ne sont pas exclus...

Bref, au-delà des petits calculs, il n'est pas toujours facile d'arriver au pouvoir quand on prétend être un parti de gauche, surtout dans la période actuelle. Aussi, pour prévenir les critiques, et éviter trop d'emballage, surtout si la rue devait s'en mêler et pas uniquement les électeurs déçus, un parti bien ficelé est toujours utile, ce qu'on appelle parfois un « parti godillot ».

Voilà qui est fait, du moins sur le papier.

Jean-François Cabral



DROITS LGBTI Mariage, adoption...et après ?

Le gouvernement a annoncé l'ouverture au mariage et à l'adoption aux homosexuelles. Si cette annonce est une véritable avancée tant attendue, elle sert également d'écran de fumée.

Le 24 octobre devrait être présenté au conseil des ministres un projet de loi pour l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe. On peut bien évidemment se féliciter de l'avancée en matière d'égalité des droits que cette loi représenterait. La possibilité d'adopter l'enfant de son/sa conjointE ouvre enfin le droit à la reconnaissance du rôle éducatif du/de la partenaire du parent. L'adoption plénière ou partielle d'enfants dans le cadre d'une procédure d'adoption classique est un signe encourageant d'un changement de mentalité de la société, même s'il faudra attendre quelques années pour voir la réalité de cet accès à l'adoption.

Enfin, l'accès au mariage et aux droits qu'il ouvre par rapport au Pacs est l'aboutissement de longues années de lutte du

mouvement LGBTI.

Les réactions de la droite, restent, à quelques exceptions près, dans l'opposition à l'égalité des droits. S'obstinant dans la politique qu'elle a adoptée lorsqu'elle était au pouvoir, elle propose notamment de faire un référendum, bien que 63% des Français soient favorables au mariage des homosexuelles, et revendique la « clause de conscience » des maires, qui les autoriserait à ne pas célébrer ces unions.

Cependant, il ne s'agit pas non plus de se laisser aveugler et ne pas voir la nature profonde de cette réforme. Le gouvernement a beau jeu de présenter des lois dites « de société » qui lui donnent à peu de frais un vernis progressiste, alors qu'il s'attelle au démantèlement des services publics et assume un rôle de médiation indulgente pour les plans sociaux qui se

multiplient. Un tel projet de loi ne coûte en effet pas bien cher, et pourrait bien redorer le blason d'un gouvernement qui s'érige en champion de la tolérance, tout en continuant la politique raciste et sécuritaire de ses prédécesseurs.

De plus, dans le contexte de retour à l'ordre moral qui règne depuis plusieurs années dans notre beau pays, l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe a également une portée de normalisation qu'il ne faudrait pas négliger. Loin de permettre une véritable émancipation sexuelle, on incite les « déviantEs » à rentrer dans un moule hétéronormatif de la famille bourgeoise, dont on sait la centralité dans la reproduction des classes sociales et de la domination capitaliste. Loin de remettre en question ce schéma, on enjoint donc les couples homos à se conformer

à une norme hétérosexuelle (monogame, fidèle, basée sur le partage du patrimoine et l'héritage), et à adopter des enfants pour fonder une « vraie famille », tout en refusant aux lesbiennes l'accès à la procréation médicalement assistée, qui leur permettraient de mettre au monde leurs propres enfants et ce malgré la promesse de François Hollande sur ce point. Il y a là une contradiction difficilement compréhensible dans la perspective d'un accès égal aux droits - rappelons que les hétéros y ont accès, et qu'il s'agit par exemple pour un couple de lesbiennes de recourir à un donneur. Cette autonomie dans la reproduction n'est pas du goût de l'État, pour qui les couples homosexuels seront manifestement toujours des « sous-hétéros ».

Chloé

Les leçons de l'affaire Pussy Riot

La condamnation des militantes de Pussy Riot, le 17 août, à deux ans de camp de travail, a déclenché une vague de protestations en Russie et au-delà. Retour sur le contexte dans lequel ce procès s'est déroulé.

Quelques semaines ont passé déjà depuis l'annonce du verdict très sévère tombé dans le cadre du procès contre les membres de Pussy Riot : Nadejda Tolokonnikova, Ekaterina Samoutsevitch et Maria Alekhina. Alors que la campagne pour leur libération continue, la gauche russe se doit de tirer les conclusions qui s'imposent : que s'est-il vraiment passé ? Pourquoi cette histoire a-t-elle tant ému la société, et quel a été son impact sur les perspectives du jeune mouvement de contestation ?

Car la portée de l'affaire Pussy Riot ne peut être saisie que dans le contexte du mouvement qui, il y a quelques mois à peine, a amené des dizaines de milliers de personnes à faire l'expérience de la rue, et ce, de manière inattendue mais décidée.

Dans cette histoire, tous les ingrédients étaient réunis pour créer un événement politique. Et, que cela nous plaise ou non, c'est le genre d'événements où tout s'entremêle : élan artistique, dépassement de soi, conviction politique, graves erreurs, calcul, publicité commerciale, politique étrangère et, en prime, toutes sortes de conspirations qui se superposent de façon étrange. En fait, l'affaire Pussy Riot est à la fois le reflet de la crise de confiance envers le système judiciaire, l'Église et les institutions en général qui traverse une partie de la société, et celui de la crise stratégique qui affecte le mouvement de contestation. La stratégie qui a prévalu jusqu'en mars, et qui consistait à revendiquer « des élections justes » exclusivement, a été un véritable fiasco. Au cours de ces derniers mois, le mouvement a continué d'exister sans orientation claire ni visible, et ses leaders désemparés se sont contentés de suivre le courant. Paradoxalement, le degré de radicalisation et l'envie de battre de pavé n'ont cessé de croître. C'est justement ce regain de politisation dans un contexte de déficit politique qui a été décisif dans l'extension du mouvement pour la libération de Pussy Riot.

L'affaire Pussy Riot ne nous apprend rien de nouveau sur le système judiciaire russe. Au contraire, elle ne fait que confirmer l'idée déjà solidement enracinée dans la société selon laquelle s'y concentrent corruption



et arbitraire. De la même manière, elle ne nuit pas vraiment aux réputations déjà bien entachées du Parquet de la Fédération et du Président. La situation est différente pour l'Église orthodoxe de Russie. Pour la première fois depuis deux décennies d'ère postsoviétique, une vague de critiques publiques très sévère de la part d'une large frange de la société, qui dépasse de loin les actifs de la campagne de libération des membres de Pussy Riot, a déferlé sur le Patriarche en fonction. Le mécontentement qui s'accumule depuis des années face à la corruption régnant dans l'Église, au cynisme, à la marchandisation et à la dépendance directe du pouvoir a pu s'exprimer haut et fort pour la première fois.

L'autre conséquence de taille pour l'Église orthodoxe russe est la perte définitive d'une autonomie même illusoire par rapport à l'élite au pouvoir. L'affaire Pussy Riot constitue pour le Patriarche Kirill et son entourage une sorte d'acte de caution solidaire, à la suite duquel l'Église ne pourra plus jamais profiter de sa position confortable de « troisième pouvoir », autorité morale se trouvant au-dessus de la

confrontation sociale. Le Patriarche a en effet perdu de la marge de manœuvre avec cette affaire, et devra désormais se trouver du côté du pouvoir sur toutes les questions. L'affaire Pussy Riot, qui a commencé au moment où la contestation contre Poutine prenait de l'ampleur, est indissolublement liée à l'avenir du mouvement. Et pas seulement parce que ce mouvement de masse peut sortir ses membres de prison et forcer les autorités à revoir leur verdict honteux. Mais également parce qu'une telle campagne permettra de savoir si le mouvement est capable ou non d'élargir son propre ordre du jour de manière conséquente, en y intégrant des revendications sociales et anticapitalistes. Car c'est pour lui le seul moyen de gagner la majorité toujours silencieuse. Cette même majorité au nom de laquelle Poutine et le Patriarche mettent des innocents en prison, s'en remettant à la fidélité aux « valeurs traditionnelles ».

Ilya Boutraïtskis

Traduit du russe par Matilde Dugauquier

PAKISTAN Quand l'avarice des patrons coûte la vie à plus de 325 travailleurs

Le Pakistan a connu, le 11 septembre, deux incendies d'entreprises particulièrement meurtriers.

À au moins 300 ouvrières et ouvriers, selon les dernières estimations, ont trouvé la mort à Karachi (la métropole industrielle au sud du Pakistan) dans l'incendie de leur usine de confection Ali Enterprises. Ils étaient un millier dans ce bâtiment de quatre étages qui ne possédait qu'une sortie accessible. Bien des victimes sont mortes de suffocation, bloquées dans les sous-sols. D'autres ont été grièvement blessées après avoir sauté dans le vide afin d'échapper aux flammes. Le même jour, 25 salariés ont été tués lors d'un autre incendie à Lahore – celui d'une usine de chaussure – dans le centre du pays. L'identification des victimes s'avère difficile, nombre d'entre elles étant des contractuels non déclarés, embauchés par des sous-traitants. Il faut ajouter que l'entreprise de confection elle-même n'avait pas d'existence légale.

Comme c'est souvent le cas, aucune mesure de sécurité n'avait été respectée par des patrons pour qui seul compte le profit : fenêtres munies de barreaux, sorties de secours inexistantes ou verrouillées, pas ou peu d'extincteurs, portes et escaliers bloqués par des ballots de marchandises,

produits hautement inflammables dans tous les coins, entassement du personnel... Pour Nasir Mansoor, secrétaire général de la fédération syndicale NTUF, au Pakistan « les travailleurs et travailleuses sont plus traités comme des esclaves que comme des êtres humains ».

Qu'importe aux yeux des possédants la vie d'un travailleur ? Comme l'a fait amèrement remarquer Farooq Tariq, du Parti du travail (LPP), si des membres de l'élite étaient ainsi morts, le gouvernement aurait décrété une journée de deuil national ; il s'est en l'occurrence contenté d'envoyer quelques fleurs aux victimes hospitalisées. Les patrons criminels, inculpés, ont aussitôt été libérés sous caution alors que, pour avoir défendu les droits des ouvriers des métiers à tisser, les syndicalistes de Faisalabad ont été condamnés à 99 années de prison chacun au nom des lois antiterroristes.

Sur le plan international, la fédération IndustriALL Global Union (IGU) et LabourStart ont immédiatement organisé une campagne de protestation¹. Au Pakistan même, la colère populaire est grande. Une journée d'action nationale a été organisée le 15 septembre.

Dans le grand centre textile de Faisalabad, la plupart des entreprises ont été fermées pour cause de grève. Des manifestations unitaires, regroupant syndicats et partis de gauche, ont notamment eu lieu à Islamabad, Lahore, Hyderabad, Karachi...

La France connaît elle aussi ses incendies meurtriers, notamment dans les logements insalubres, ou ses scandales industriels – comme celui de l'amiante – où la vie des salariés ou usagers est jugée quantité négligeable par les possédants. Mais, du Bangladesh à la Thaïlande et au Pakistan, les incendies industriels font beaucoup de victimes. Une question sur laquelle le mouvement ouvrier international se doit d'agir avec plus de force.

Pierre Rousset

1. Voir http://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=1574

* Après une longue campagne de solidarité à laquelle nous avons participé, notre camarade du LPP Baba Jan a été libéré sous caution. Incarcéré au nom des lois antiterroristes, il a été torturé à plusieurs reprises par les services de sécurité et l'on a pu craindre pour sa vie.

PAYS-BAS

Les illusions socialistes brisées

Le VVD, le parti de la droite néolibérale du Premier ministre Mark Rutte, a remporté les élections législatives du 12 septembre. Son parti a remporté 41 des 150 sièges, devançant le PvdA social-démocrate (38 sièges). Parmi les perdants on trouve le parti démocrate-chrétien CDA (13 sièges). Les Verts ont perdu six sièges et n'en ont plus que quatre. Le parti réactionnaire, islamophobe et anti-UE de Geert Wilders n'a conservé que 15 de ses 24 sièges. Le Parti socialiste (SP) a déçu en ne remportant que 15 sièges, le même score qu'aux dernières élections. Le SP vient du maoïsme mais a évolué en un parti de gauche social-démocrate. Il y a quelques semaines, ce parti semblait être le principal rival de l'actuel Premier ministre. Certains sondages de la mi-août donnaient même 37 sièges au SP, et le voyaient devenir le plus grand parti au Parlement. Mais au bout du compte, les élections se sont transformées en un duel entre Mark Rutte et le nouveau chef de file du PvdA, Diederik Samson.

Le VVD a remporté la plus grande victoire de son existence avec sa campagne la plus à droite. Les libéraux ont ainsi réussi à capter une partie de l'électorat de Wilders.

Quelque chose de semblable est arrivé à l'extrémité gauche du spectre politique. Sous la direction de Samson, le PvdA a adopté un profil de gauche, en essayant de séduire les électeurs du SP. Il est presque certain que le VVD et le PvdA seront contraints de former un gouvernement de coalition, peut-être avec l'aide d'un petit parti centriste. Les deux partis auront des difficultés majeures pour satisfaire les attentes de leurs électeurs. Ce sera tout particulièrement un problème pour le PvdA : après tout, beaucoup d'électeurs de gauche ont voté PvdA dans un effort vain pour éviter un nouveau gouvernement dirigé par le VVD, pas pour le rendre possible.

Les élections ont été une grande déception pour le SP : ses dirigeants s'attendaient à participer au gouvernement. En 2006, le parti avait remporté 25 sièges, mais avait été exclu de la coalition gouvernementale, et sa direction était déterminée à éviter que cela se répète. En plus d'une bonne performance aux élections, cela signifiait que le parti devait montrer qu'il était prêt à participer au gouvernement. Son programme électoral a adopté un ton modéré, et les socialistes ont souligné que dans de nombreuses villes et districts ils ont participé à des coalitions gouvernementales avec la droite. Leur nouveau leader, Emile Roemer, avait montré en tant que conseiller municipal qu'il pouvait travailler en coalition avec le VVD.

Les causes de la déception du SP vont au-delà d'une campagne électorale mal gérée et d'une mauvaise évaluation des potentialités. La question fondamentale porte sur ce qui compte pour une politique de gauche, réellement socialiste. La SP est pour une sortie sociale de la crise, pour une rupture avec le néolibéralisme. Une telle rupture ne peut pas être réalisée par une combinaison du plus grand nombre possible de sièges avec des concessions envers la droite afin de devenir un partenaire acceptable.

Il était toujours irréaliste de penser que le SP avait une bonne chance d'entrer au gouvernement et de mettre en œuvre une partie substantielle de son programme. L'expérience du Parti populaire socialiste danois montre à quel désastre une telle stratégie peut conduire. Leur participation à un gouvernement dirigé par le Premier ministre social-démocrate Thorning-Schmidt a conduit à un effondrement de leur popularité.

Bien sûr, le SP devrait avoir pour objectif d'entrer dans le gouvernement. La politique est une question de pouvoir, le pouvoir de déterminer les politiques et de mettre en œuvre un programme. Mais un parti de gauche sérieux doit aussi indiquer à ses partisans que cela n'est pas toujours possible. Il y a des conditions qui doivent être remplies, la participation au gouvernement dépend du rapport de forces. Une politique de gauche doit souligner l'importance de changer le rapport de forces dans la société, et le SP ne l'a pas assez fait. Malgré la récente déception, le SP est toujours l'un des partis les plus importants à gauche de la social-démocratie en Europe. S'il persiste dans son opposition au néolibéralisme, il y a un grand potentiel ; peut-être pas pour participer au gouvernement à court terme, mais certainement pour un mouvement fort contre la gestion néolibérale de la crise.

Willem Bos

Révolution syrienne:

Le droit des peuples

La révolution syrienne, plus de dix-huit mois après son début, continue de résister à une barbarie sanglante de la part du dictateur aux abois Bachar Al-Assad. Plus de 30 000 morts, un demi-million d'emprisonnés quel que soit leur âge, le plus souvent torturés (dont près de la moitié n'ont pas été libérés), 250 000 réfugiés à l'étranger (dont seuls une centaine a bénéficié de ce statut en France). Ce régime ne survit que par un terrorisme de masse et par la logique dépassée des vieux rapports de force qui lui ont permis de s'imposer depuis plus de 40 ans. Il s'agit d'un moment charnière du processus révolutionnaire du monde arabe, initié par la révolte en Tunisie pour libérer les peuples des vieilles dictatures nées de l'étouffement des mouvements de libération nationale. Les pouvoirs russe et chinois sont directement du côté des criminels de masse. Mais la position des USA, de la France et de leurs alliés, qui ont composé pendant des décennies avec une

dictature bien utile pour maintenir leur ordre contre les peuples, est essentiellement hypocrite. Elle vise, selon la fameuse formule du film Le Guépard, à « *changer quelque chose pour que rien ne change* » pour le peuple syrien. Les grandes puissances occidentales, comme la Russie et la Chine, cherchent chacune à légèrement améliorer les équilibres régionaux en leur faveur, mais ont en commun de vouloir briser la vague révolutionnaire régionale à partir de la Syrie. C'est pourquoi il est dramatique de voir tant de forces dans la gauche internationale, soit se ranger derrière le prétendu « camp des États anti-impérialistes » qui ne représente en rien les peuples, soit renvoyer dos à dos la dictature et les insurgés par crainte de l'intégrisme religieux, dénonçant une guerre civile qui prendrait en otage la population et se désolant contre une militarisation de la révolution qui est pourtant entièrement imputable au régime. Le fossé béant entre les richesses accumulées entre les mains du clan au pouvoir et la dégradation du sort des plus larges masses, de la jeunesse en particulier, a comme dans l'ensemble de la région arabe, provoqué un soulèvement populaire héroïque, qui se veut unificateur et démocratique. La révolution syrienne participe du large processus de crise dans laquelle le

capitalisme est entré en 2008 et des soulèvements qu'il a engendrés. Elle n'a pas à prouver sa légitimité tant il est vrai que le droit du peuple à se dresser contre la tyrannie est inaliénable. Le peuple sortira victorieux en Syrie mais aussi dans l'ensemble de la région arabe si, à travers les batailles contre la dictature, il réussit à développer ses propres organisations, à s'émanciper de l'influence des forces compradore et intégristes qui lui sont hostiles, pour construire un pouvoir démocratique qui lui permette de prendre en main son avenir en coopération avec les autres peuples du monde entier. Participer à cette lutte passe, pour celles et ceux qui militent au cœur des vieilles puissances libérales et impérialistes, par une solidarité qui ne marchand pas le droit des peuples. En France, des structures tentent depuis le début d'organiser la solidarité, en particulier autour de l'association syrienne « Souria Houria », ou du collectif « Urgence Syrie ». Avec la récente constitution d'un large comité/collectif unitaire de secours à la population syrienne, il s'agit de passer à une étape supérieure pour la défense concrète des objectifs démocratiques et sociaux de la révolution syrienne.

Yvan Lemaitre et Christian Babel

Une révolution **الثورة** populaire

Genèse

Dans la flambée révolutionnaire qu'ont connue les pays de la région arabe depuis décembre 2010, nous trouvons en toile de fond des causes communes : crise systémique du capitalisme, régime dictatorial, politiques néolibérales sauvages, désastres environnementaux et appauvrissement d'une grande partie de la population, avec un clan familial qui s'accapare le pouvoir et la richesse nationale. Ces sociétés jeunes n'en peuvent plus (les jeunes de moins de 30 ans approchent 60% de la population avec un taux de chômage très élevé surtout chez les jeunes diplômés). Les processus révolutionnaires réclament la liberté, l'égalité, la dignité et la justice sociale. Lorsque la révolution syrienne s'est déclenchée le 15 mars 2011 sur ces bases, peu de gens pensaient qu'elle prendrait cette ampleur et durerait autant de temps en face d'un des régimes les plus répressifs dans la région : une dictature militaro-sécuritaire construite par Assad père à la suite de son coup d'État en novembre 1970, qui n'a jamais hésité à écraser dans le sang toute contestation ; un régime qui se dit laïque mais qui s'est construit un réseau de loyauté basé sur des appartenances confessionnelles et qui a su intégrer la hiérarchie de toutes les religions dans les rouages du pouvoir. Enfin, c'est un régime qui a construit plus de 12 000 mosquées et a manipulé plus d'un courant djihadiste dans ses conflits régionaux. C'est aussi un régime qui se dit socialiste, mais qui a accéléré une politique

néolibérale agressive basculant presque la moitié de la population dans la misère depuis que Bachar, le fils du dictateur défunt Hafez Al-Assad, a hérité du pouvoir. Ce n'est que l'émanation d'une grande bourgeoisie de type mafiosi organiquement liée au pouvoir en place. De Damas à Daraa les manifestations pacifiques de plus en plus massives ont couvert la majeure partie de la Syrie. Les principales zones de contestations étaient et demeurent les zones prolétaires et défavorisées où vivent les exploités, marginalisés et exclus.

Organisation et administration par en bas

Le peuple révolté de manière spontanée a su rapidement s'organiser par en bas ; ce sont les « coordinations », structures d'organisation des luttes, des manifestations, de l'aide médicale, humanitaire, d'action politique et du travail médiatique. Elles sont formées par les militants sur le terrain, d'abord dans les quartiers ou dans les petits villages formant des « comités locaux » eux même structurés en coordinations. Ce sont ces innombrables réseaux révolutionnaires qui mènent la lutte pacifique du peuple syrien. Cinq générations de ces militants ont été démantelées par les services de sécurité du régime dictatorial depuis 18 mois ! Les coordinations révolutionnaires comprennent toutes les sensibilités de la société syrienne, parmi eux les laïques, des militants de gauche, des croyants, qui appartiennent à toutes les religions et confessions, les islamistes ou frères musulmans ayant peu

d'écho et de présence militante sur le terrain. Grâce à l'extension des territoires libérés du joug du régime, les masses révolutionnaires ont été plus loin pour construire des « conseils locaux » dont le rôle est d'assurer la sécurité, la gestion des affaires quotidiennes, le fonctionnement des hôpitaux et la pénurie... Ils sont souvent élus par les citoyens de la ville ou le quartier, à travers le pays plusieurs villes moyennes se sont dotées de structures similaires que ce soit la région d'Idleb, Hama, Alep, Deir Alzor, Daraa, les banlieues de Damas, ou Soueida... Dans ces villes autogérées mais dévastées par les bombardements de l'armée du régime, les gens s'entraident et organisent la vie. Ils organisent aussi leur défense.

La résistance populaire armée

La sauvagerie et les crimes de masses commis par le régime contre la population civile associés à l'augmentation de nombre de soldats déserteurs ont abouti à l'émergence de la résistance populaire armée à partir de l'été 2011. On lui donne le nom générique de « l'armée syrienne libre ». En fait, la majorité des combattants (70%) sont des civils regroupés en bataillons, souvent originaires de la région de leur opération. Leur objectif au départ était de protéger les manifestations civiles et leurs localités, pour finir depuis début 2012 par recourir à des attaques contre les positions de l'armée du régime. Leurs armes sont légères, récupérés des réserves de l'armée gouvernementale ou par les

trafiquants d'armes. Les prétendues aides militaires ne proviennent que du Qatar, d'Arabie saoudite et de la Libye. Elles sont infimes et destinées aux petits groupes « islamistes », marginalisés et ne constituant selon les estimations pas plus de 1 500 combattants. En revanche, les bataillons de la résistance armée constituent environ 70 000 combattants, et ont ratifié une Charte qui garantit la neutralité de ces forces militaires dans le débat politique entre révolutionnaires.

Les noms de connotations « islamiques » donnés aux bataillons au départ reflétaient simplement la conscience directe et la culture des masses révoltées. Mais de plus en plus de bataillons portent des noms tels que « la résistance populaire », « l'unité nationale », « Abdel Rahman Shahbender » (un politique laïque et de gauche des années 1930) ou des noms des « martyrs » de la révolution.

Dans ce contexte, les « Conseils nationaux » formés à l'extérieur du pays ne constituent en rien la direction politique de l'insurrection. La révolution syrienne est populaire, démocratique avec une énorme dynamique sociale. Les classes populaires construisent leurs organes d'autogestion et d'auto-administration par le bas. Le devoir de la gauche internationale est de la soutenir, et de soutenir la gauche syrienne dans ce processus révolutionnaire pour une issue démocratique et progressiste.

Gayath Naisse

Une solidarité nécessaire

Le jeu des grandes puissances

La lutte du peuple syrien s'inscrit dans les luttes populaires en Tunisie et en Egypte et qui s'est étendue dans les autres pays de la région. Une partie de la gauche continue néanmoins de s'opposer à cette révolution derrière une interprétation biaisée de l'anti-impérialisme qui par le passé les a fait défendre des régimes autoritaires comme celui de la Libye de Khadafi ou l'Iraq de Saddam Hussein, tandis que d'autres répètent tout simplement la propagande du régime syrien, c'est-à-dire : complot de l'Occident impérialiste allié aux pays régionaux, tels que l'Arabie Saoudite et le Qatar, contre une Syrie qui serait « anti-impérialiste et pro résistance ». Faut-il rappeler que Bachar Al Assad était présenté comme un réformiste par la secrétaire d'Etat US Hillary Clinton, et que Nicolas Sarkozy recevait en grande pompe le dictateur syrien au défilé du 14 Juillet en 2007 ou au palais de l'Elysée fin 2010 ? Le soi-disant « anti-impérialisme » du régime est une usurpation. La Syrie a évité toute confrontation ouverte avec Israël pendant presque quatre décennies, malgré son soutien ciblé et mesuré aux groupes de résistance palestiniens et libanais. Des officiels syriens ont déclaré à maintes reprises qu'ils étaient prêts à signer un accord de paix avec Israël, dès la fin de l'occupation du Golan, restant muets sur la question plus ample du statut des palestiniens. Rami Makhlouf, le cousin de Bachar el-Assad, a déclaré en juin 2011 que sans stabilité en Syrie il n'y aurait pas de stabilité en Israël, ajoutant que personne ne pouvait prévoir ce qui se passerait

si quelque chose arrivait au régime syrien, sa seule vraie préoccupation. Comment qualifier de « résistant à l'impérialisme » ce régime qui a écrasé les Palestiniens et le mouvement progressiste au Liban en 1976, mettant un terme à leur révolution, tout cela sous l'œil bienveillant des puissances impérialistes occidentales et d'Israël. Ce même régime a participé à la guerre impérialiste contre l'Irak en 1991 avec la coalition dirigée par les Etats-Unis et a collaboré à nouveau avec ce dernier lors de la campagne de la « guerre contre le terrorisme » lancée par le président américain George Bush. Durant ces trente dernières années, le régime syrien a arrêté toutes celles et tout ceux qui tentaient de développer dans le pays une résistance pour la libération du Golan et de la Palestine, tandis qu'aucune balle n'était tirée pour libérer le Golan occupé. Le caractère soi-disant socialiste du régime n'est qu'un autre mensonge et les politiques néolibérales n'ont cessé de s'amplifier depuis l'arrivée de Bachar al Assad au pouvoir, appauvrissant toujours davantage le peuple syrien. Avant le début de la révolution, 60% de la population syrienne vivait sous le seuil de pauvreté ou juste au dessus, tandis que le clan Assad, et notamment autour de la personne de Rami Makhlouf, à travers les processus de privatisations a accumulé plus de 60 % des richesses économiques de la Syrie. Les politiques néolibérales mis en place ces 10 dernières années ont provoqué l'effondrement progressif du secteur public et amené

à la montée du secteur privé jusqu'à 70% de l'économie. Aucun parti, gouvernement ou régime ne peut se revendiquer de la lutte contre l'impérialisme lorsqu'il opprime et exploite son propre peuple ou d'autres populations. Les grandes puissances occidentales et autres puissances impérialistes mondiales, dans leur ensemble continuent de vouloir mettre en œuvre en Syrie une « solution de type yéménite », en d'autres termes, écarter la tête du régime Bachar Al Assad, tout en maintenant sa structure intacte - comme on a pu le constater lors de la conférence internationale le 30 juin dernier à Genève. Le seul point d'achoppement reste la position Russe qui tente encore par tous les moyens de maintenir Assad au pouvoir, mais qui pourrait le sacrifier pour préserver ses intérêts en Syrie. Les Etats-Unis de leur côté ont exprimé à plusieurs reprises leur désir de voir préserver la structure militaire et des services de sécurité intacts du régime. La gauche anticapitaliste internationale ne peut se suffire d'une position qui ne soutient pas clairement la révolution syrienne ou qui se montre ambiguë vis-à-vis de celle-ci, particulièrement au vu des sacrifices consentis par le peuple syrien face à la répression. Nous le disons en toute simplicité mais avec pleine franchise et honnêteté : ceux et celles qui nient les révolutions populaires s'interdisent dès lors d'envisager l'émancipation par le bas et par le peuple !

Khalil Habash



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / ROWAIN HINGANT

L'évolution régionale au feu de la révolution syrienne

La continuation du processus révolutionnaire syrien a bien sûr des implications dans la région. Tout d'abord plus de 250 000 réfugiés ont quitté la Syrie pour des pays voisins, dont la Jordanie, Liban et la Turquie. Leurs conditions de vie sont des plus précaires dans des camps surpeuplés en Jordanie et en Turquie, tandis qu'au Liban les réfugiés vivent sous la menace sécuritaire des partis proches du régime syrien et ou de l'instabilité politique du pays. La révolution syrienne a des répercussions sur deux composantes importantes de la société syrienne : les peuples palestinien et kurde. Les réfugiés palestiniens de Syrie ont participé à la révolution en nombre toujours plus important chaque jour, aux côtés de leurs frères et sœurs syriens et syriennes. Ils ont également souffert de la répression et comptent dans leur rang plus de 40 martyrs et des centaines de réfugiés arrêtés par les forces de sécurité. Plusieurs camps de réfugiés palestiniens en Syrie ont été la cible de nombreux bombardements de l'armée du régime et de campagnes d'arrestations d'activistes à cause de leur participation à la révolution. Une déclaration commune d'intellectuels palestiniens il y a quelques mois a également condamné l'utilisation par le régime syrien de la cause palestinienne pour réprimer le mouvement populaire, tandis que de nombreuses manifestations en Palestine ont

eu lieu en soutien à la révolution syrienne. La question kurde a repris un nouvel élan avec la révolution syrienne, les organisations populaires kurdes ont été un fer de lance dans les mobilisations contre le régime. Des divisions sont néanmoins apparues entre les partis et organisations kurdes dénonçant la collaboration avec le régime d'Assad du correspondant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Syrie, le Parti de l'union démocratique (PYD). Le régime syrien s'est en effet retiré de plusieurs villes et villages dans des zones à majorité kurdes en laissant leur contrôle aux PKK. Cette annonce a provoqué une réponse cinglante d'une trentaine d'organisations populaires kurdes pour affirmer leur volonté de continuer à être partie prenante dans la révolution syrienne pour l'établissement d'un gouvernement démocratique et laïque, ou tous leurs droits en tant que peuple kurde seraient reconnus. Des accrochages entre le PKK et l'armée turque se sont également multipliés ces dernières semaines et pendant l'été, provoquant début septembre la mort de dix soldats turcs et environ 20 rebelles appartenant au Parti des travailleurs du Kurdistan. La Turquie a accusé Damas d'être derrière cette reprise des attaques. Le gouvernement turc est devenu un opposant farouche au régime syrien, après des années de collaborations proches avec ce dernier. Ankara a adopté une position similaire aux grandes

puissances impérialistes vis-à-vis de la Syrie : soutien au Conseil National Syrien, dominé par les Frères Musulmans, et soutien à un plan de transition pacifique en Syrie et non à la chute du régime. Au niveau régional l'Iran continue de soutenir la Syrie à tous les niveaux, en dénonçant la révolution populaire comme un complot organisé par les régimes du Golfe et les pays occidentaux contre le régime syrien. L'Iran joue également un rôle logistique, matériel et humain dans la répression du régime contre les manifestants. Un haut commandant des troupes d'élites des Gardiens de la Révolution a très récemment reconnu officiellement la présence de membres de son groupe en Syrie. Il a déclaré que les membres des Gardiens de la Révolution fournissaient une assistance non militaire, mais que la République islamique serait prête à intervenir militairement en Syrie si cette dernière était attaquée. Les États du Golfe, à leur tête l'Arabie Saoudite et le Qatar, soutiennent financièrement quelques petits groupes armés islamistes, mais pas pour permettre la victoire de la révolution syrienne. Il s'agit bien au contraire d'une tentative de détourner la révolution syrienne de ses objectifs initiaux et toujours présents, c'est-à-dire une démocratie civile, la justice sociale et la liberté principalement, pour la transformer en guerre confessionnelle. Les États du Golfe craignent

en effet une diffusion de la révolution dans la région qui menacerait leurs pouvoirs et intérêts. La transformation de la nature de la révolution en guerre confessionnelle permettrait aussi de faire peur à leurs propres populations en leur présentant les choses suivantes : tout changement dans la région a de grandes chances de tomber dans des guerres confessionnelles et donc il faut encourager le statu quo, en d'autres mots le maintien des puissances dictatoriales. La Jordanie, accueillant plus de 80 000 réfugiés sur son territoire, craint également l'extension de la révolution sur son territoire témoin de nombreuses manifestations depuis le début des processus révolutionnaires arabes. Les directions réactionnaires de ces pays veulent intervenir en Syrie pour circonscrire le processus révolutionnaire et restreindre les conséquences politiques, sociales et économiques des révolutions. Le mouvement populaire syrien ne s'oppose donc pas uniquement au régime dictatorial de Assad, mais également aux impérialismes mondiaux et régionaux. C'est pour cette raison que nous refusons et condamnons toutes les interventions étrangères en Syrie, que ce soit de l'axe occidental et Saoudien/Qatari, tout comme l'axe Irano-russe qui soutient le régime dans sa répression et dans toutes ses capacités militaires et financières contre le mouvement populaire.

Khalil Habash

l'essai

**« ON A VOTÉ...
ET PUIS APRÈS ? »**



Olivier Besancenot
Le Cherche Midi
7,50 euros

Dans cette rentrée de septembre 2012, ce livre d'Olivier est utile pour tous les anticapitalistes. Il livre des premiers éléments d'analyse et de réponse à la conjoncture politique ouverte par la victoire de Hollande et des socialistes, mais il va au-delà : au cœur de la crise pour défendre un programme anticapitaliste.

On a voté et puis après?, c'est le titre du bouquin. En effet, le départ de Sarkozy est une bonne chose, mais rien n'est réglé. Dans son livre écrit en juillet, Olivier anticipe les grandes lignes de la politique du gouvernement Hollande-Ayrault, une politique de « cohabitation » avec les marchés financiers corsetée par les règles du pacte budgétaire européen. Du coup, le gouvernement augmente à peine le smic, laisse faire des dizaines de milliers de licenciements, continue, au nom de la lutte contre les déficits, à réduire le nombre d'emplois publics. Cette politique a un nom : l'austérité.

Mais l'intérêt de la démonstration d'Olivier, c'est qu'il met en perspective cette politique d'austérité menée par les gouvernements de droite ou de gauche en Europe, avec les mécanismes fondamentaux de la crise actuelle du système capitaliste. Au-delà des crises bancaires, de la crise de la dette, de la spécificité de la crise européenne – avec les trajectoires divergentes de l'Allemagne, de la France et des autres pays d'Europe du sud – il y a la marche à la récession, à la baisse d'activité, à une double crise de surproduction et de sous-consommation dans les centres impérialistes, aux USA et en Europe. La crise est profonde. Nul ne s'avance à prévoir une issue. C'est comme si le capital s'accommodait de cette situation pour les années qui viennent, plus, comme s'il profitait de la crise pour réorganiser l'ensemble des rapports sociaux à son avantage en liquidant ce qui reste du « modèle social » en Europe.

Enfin, l'utilité du livre, c'est d'offrir des éléments de réponses tactiques et stratégiques. Sur le fond, une nouvelle fois, Olivier, rappelle que sans intervention massive, directe, combative de la « lutte de classes » sur la scène sociale et politique, les travailleurs ne pourront bloquer les politiques d'austérité capitaliste et inverser les tendances lourdes de la situation. Cela se concrétise, aujourd'hui par la proposition d'un « bloc social et politique » contre l'austérité autour de propositions concrètes : l'augmentation des salaires à 1 700 euros, une loi d'interdiction des licenciements, la défense des services publics, la défense des droits pour les immigrés. Ce « bloc » doit avoir une traduction dans la construction d'une « opposition de gauche » à la politique d'austérité gouvernementale. Il y a, là, une interpellation de toutes les forces sociales et politiques, en particulier du Front de Gauche, qui, d'un côté refuse le traité européen mais qui a voté le collectif budgétaire présenté par le gouvernement socialiste. Car il y a un véritable enjeu, à créer une large opposition de gauche unitaire au gouvernement, c'est de prendre en compte « la course de vitesse engagée entre l'extrême droite et la gauche de la gauche ». La situation peut changer brusquement, les partis traditionnels s'effondrer, la décomposition sociale peut déboucher sur des poussées de l'extrême droite. La situation qui vient n'est pas un long fleuve tranquille. Des confrontations décisives sont à prévoir et à préparer.

François Sabado

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



CINÉMA
THE WE AND THE I
Michel Gondry

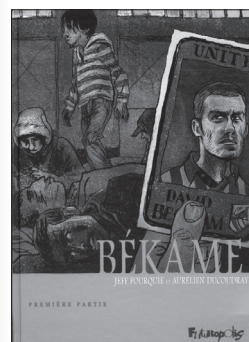
Dans le jeune cinéma français, Gondry est le plus agréablement déjanté. Ce film (hollywoodien indépendant et bon marché) est un marivaudage : une bande d'ados quitte l'école, c'est les vacances, et envahit un bus. Les rapports entre eux évoluent selon le trajet, quand tour à tour ils descendent... C'est d'abord le bordel, les « durs » qui emmerdent tout le monde, et cela se termine très joliment en bluette. C'est écrit et joué, mais on dirait presque un documentaire... On pense aux films « choraux » de Robert Altman ; c'est un tour de force narratif et technique.

Paul Louis Thirard

BD
BEKAME

Aurélien Ducoudray, Jeff Pourquié
Futuropolis / 16,15 euros
Bekame est une fiction qui s'inspire malheureusement du réel, et notamment du quotidien des centaines de sans-papiers bloqués dans le Nord de la France, souhaitant passer en Angleterre sans succès, maltraités et humiliés par les autorités françaises. Bilel est un de ces immigrés dits clandestins, mais il se fait appeler Bekame en référence à David Beckham, le célèbre footballeur. Il est décidé à tenter de retrouver son frère, qui a fait le voyage avant lui. L'ouvrage est un véritable roman noir en images. Le scénariste, photographe de presse et journaliste, s'est inspiré des récits de vie auxquels il a été confronté dans son travail. Il a choisi la fiction plutôt que le reportage, mais on retrouve dans son œuvre la même tension et la même émotion que dans le très beau film *Welcome*. À lire alors que la politique en matière d'immigration semble hélas peu près de changer radicalement.

Sylvain Pattieu

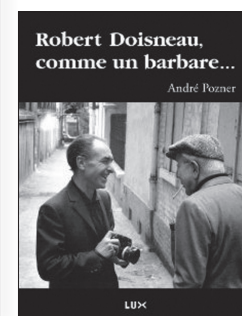


LIVRE

ROBERT DOISNEAU, COMME UN BARBARE
André Pozner

Lux éditeur 14 euros
Né en 1943 en Californie où son père, l'écrivain antifasciste Vladimir Pozner (1905-1992), avait fui les nazis qui le pourchassaient en France avant de regagner ce pays devant les persécutions maccarthystes, l'auteur a dirigé le magazine *Zoom*, bien connu des amateurs de photo. Ami de Doisneau (1912-1994) pendant les vingt-cinq dernières années de sa vie, il a partagé ses complicités, avec Jacques Prévert en premier lieu, ses réflexions et ses émotions, souvent au jour le jour, comme il le rapporte pudiquement. Illustré d'une quarantaine de photos, en majorité de Doisneau devant ou derrière l'objectif, ce livre attachant tend à la fois à lui rendre hommage et à préciser qui il fut, non l'artiste « humaniste » qu'on dit, mais l'arpenteur du Paris pauvre et de sa banlieue, un peu « mauvais garçon », attentif aux « laissés pour compte », l'artisan capable de dire « *Il y a des moments où l'on travaille comme un barbare* ».

Gilles Bounoure



MUSIQUE
SOLIDARITY

Souljazz Orchestra
Strut
Certains groupes ne se fatiguent pas trop pour décider de leur nom. Et quelque part on ne saurait les en blâmer. Cela évite sûrement à quelques disques fatigués de se demander où les ranger. La formation en question est née au Canada, à Ottawa, au départ autour de musiciens de jazz. Aujourd'hui hébergée par l'excellent label anglais Strut, elle continue désormais de répandre la bonne parole de l'affro-beat de Féla, voire de la samba brésilienne (écoutez *Cartão postal*). Le tout sans autre prétention que de procurer joie et conscience à leur public. Ce nouvel album, que la formation part défendre sur les routes du monde (notamment le 10 octobre à Paris ou encore le 19 à Bordeaux), ne déroge pas à cette règle festive et militante qui égrène ce vibrant héritage musical, en puisant aussi bien du côté du funk que des musiques latines pour réveiller le vieil adage de la lucha y fiesta.

King Martov



EXPO Gerhard Richter : « Continuer à peindre »

À Paris, le centre Pompidou présente jusqu'au 26 septembre un « panorama » de l'œuvre de ce peintre de renommée mondiale. L'exposition vaut par son ampleur exceptionnelle, la virtuosité de l'artiste, et les questions irritantes que pose son travail.

Peu de peintres vivants disposent d'un site internet aussi élaboré que celui de Richter, cataloguant et situant ses œuvres selon les dernières données du marché de l'art. On y apprend ainsi que son *Détail rouge bleu*, 1970, a été adjugé quelque 530 000 livres à Londres en 2002. Un autre *Détail* s'est vendu le double dans la même salle des ventes en 2011. Ce site est à consulter parce qu'il est « mieux fait que celui de BMW », de l'avis de spécialistes un peu taquins, et qu'il offre un bon aperçu des positions de Richter et de maints autres plasticiens en vogue par rapport au marché de l'art. Mais l'image à l'écran ne transmet rien de l'ébaubissement que cherche à susciter ce *Détail rouge bleu* de 2 mètres sur 3, dimensions modestes à côté d'autres toiles nettement plus monumentales également visibles au centre Pompidou, dans une présentation remarquablement aérée et lumineuse.

En 1961, à 29 ans, Richter fuyait la RDA pour s'établir à Düsseldorf, détruisait ce qu'il avait peint à Dresde, et inaugurerait la manière qui le caractérise toujours, celle des « photo-peintures ». Non sans provocation, il assurait se rattacher au « réalisme capitaliste » (et non plus « socialiste » comme de l'autre côté du Rideau de fer) et à un « art pop allemand » distancé de son modèle américain. Comme beaucoup de peintres de cette époque, il usa (et use toujours) de l'épiscopo pour reporter des photos sur la toile, non pour en faire

« des collages entièrement peints à la main », à la manière de Magritte ou encore de Klasen, mais pour leur apporter sa touche particulière, un effet de flou obtenu en brossant la toile avant séchage, procédé déjà connu de Protogène au IV^e siècle avant notre ère.

Cette vieille technique, même associée à d'autres plus récentes et à la dextérité exceptionnelle de Richter (un spectacle en soi), ne suffit guère à garantir la survie de ce vieux médium qu'est la peinture au milieu des flots d'images issus des nouveaux médias. Si l'artiste estime pouvoir « continuer à peindre » (titre de la dernière salle de cette rétrospective conçue sur ses indications), c'est surtout par attachement à « l'art classique », aux Maîtres anciens ou récents, et à la peinture de genre. Ainsi de son *Nu sur un escalier* (1966, Duchamp corrigé par les classiques), de ses paysages post-romantiques (*Iceberg dans la brume*,

1982) et de ses tableaux d'histoire, dont la série la plus célèbre, « *Le 18 octobre 1977* », lui a valu un succès de scandale qui dure encore. Richter s'en est expliqué, ces toiles de 1988 évoquant la mort des leaders de la RAF dans la prison de Stammheim ne marquaient ni sympathie politique ni volonté de dénoncer ces « suicides » suspects, seulement l'intention de congédier ce passé. Était-ce déjà le cas de sa *Tante Marianne* (1965), photo de famille réunissant le futur artiste et sa parente exécutée par les nazis en 1945 en tant que malade mentale ? Dans une pose caractéristique de l'artiste contemporain à succès, Richter assure encore au début de l'exposition : « *Je n'obéis à aucune intention, à aucun système, à aucune tendance ; je n'ai ni programme, ni style, ni prétention* ». C'est à voir, dans tous les sens de l'expression.

Gilles Bounoure



Tante Marianne, 1965 © GERHARD RICHTER, 2012

TAXE À 75 % : le renoncement, c'est maintenant !

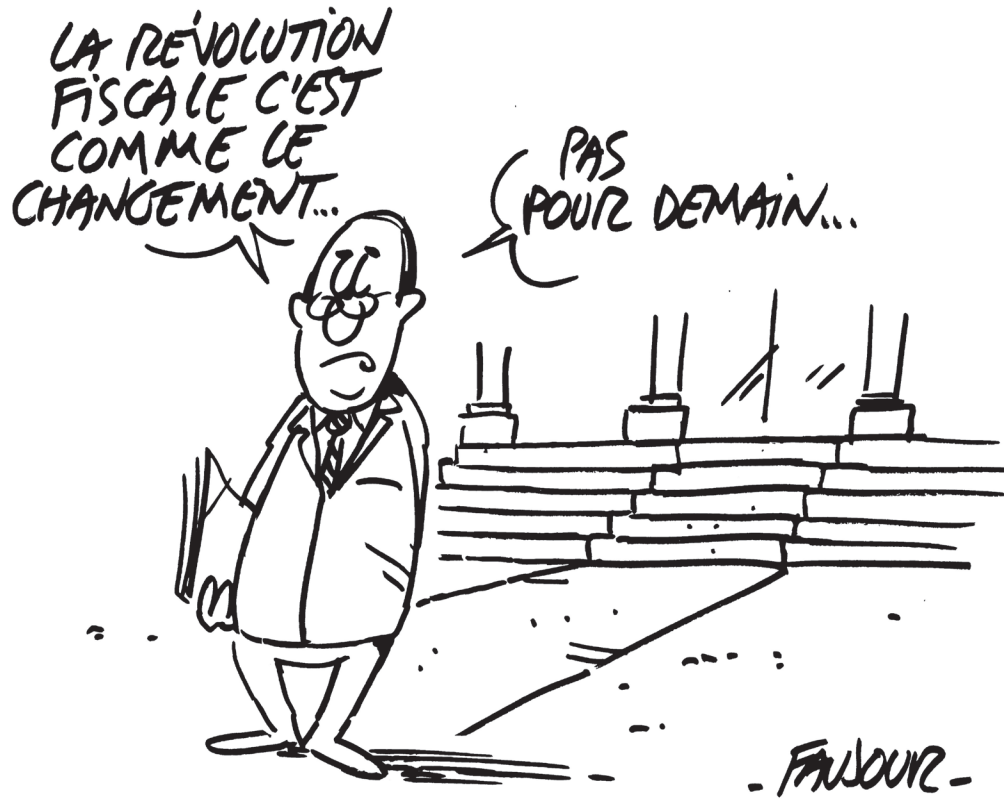
La presse de la dernière semaine a été remplie d'annonces et de débats sur la fameuse taxe à 75%. Et pourtant, François Hollande, lui-même, dans son intervention du 9 septembre, a donné une série de précisions confirmant que la mesure n'aurait qu'une portée très limitée. En fait, les 75% ne figuraient pas dans le programme initial du candidat socialiste. À l'époque, Jérôme Cahuzac (devenu depuis ministre du Budget) avait été pris par surprise : il participait à un débat télévisé et n'était pas au courant de l'annonce faite au même moment par son candidat. Mais voilà, nous étions le 27 février, à deux mois du premier tour, il fallait donc envoyer d'urgence un signal à l'électorat de gauche. Ce fut les 75%.

Les élections sont passées et plutôt que le changement, c'est le renoncement. François Hollande a ainsi annoncé que les revenus du capital (plus-values, dividendes, intérêts, etc.) ne seraient pas concernés, ce qui est un élément clef pour les intéressés. Les très hauts revenus ont, en effet, une structure spécifique. Alors qu'en moyenne, les traitements et salaires représentent 85% des revenus des ménages, les revenus du capital sont prépondérants pour les ménages qui gagnent plus de 1 million d'euros. Ainsi, d'après les données publiées par *Les Échos*, pour les 10 000 ménages gagnant plus de 2 millions d'euros, par exemple, les salaires ne représentent que le cinquième de leurs ressources : l'immense majorité d'entre elles se compose de plus-values mobilières (58%), d'autres gains du capital et de revenus professionnels. Les capitalistes ont, bien sûr, des revenus du capital, c'est logique. Si on veut taxer les capitalistes, il ne faut donc pas sortir les revenus du capital de l'impôt !

« Il ne s'agit pas de dégager des recettes » !

Autre aménagement, la contribution de 75% « prendra bien sûr en compte » les autres impôts déjà versés tels que l'impôt sur le revenu et la CSG-CRDS. Ce qui conduit à un taux effectif de la contribution plus proche de 67%. Enfin et surtout, la contribution sera exceptionnelle, c'est-à-dire qu'elle n'a pas vocation à être prolongée dans le temps. Elle sera interrompue « une fois que nous aurons redressé » les comptes, a indiqué François Hollande, estimant que cela devrait être fait « au bout de deux ans ». Au final, l'Élysée estime que « 2 000 à 3 000 personnes » seront concernées. « Il s'agit de donner l'exemple, pas de dégager des recettes supplémentaires ».

On ne saurait mieux dire qu'il s'agit d'une mesure purement symbolique, visant à faire semblant de respecter une promesse électorale. La nouvelle contribution n'est en aucun cas l'amorce d'une réforme d'ensemble vraiment équitable de l'impôt sur le revenu pour dégager des ressources supplémentaires en prélevant plus sur les hauts revenus. Dans le budget 2013, la progressivité de l'impôt sur le revenu ne sera renforcée que de façon limitée par



la création d'une nouvelle tranche marginale à 45% au-delà de 150 000 euros par part (ce qui ne veut pas dire que les intéressés paieront 45% de leur revenu : avec le système des tranches, ce sera seulement pour la partie de ce revenu dépassant 150 000 euros). Reste à savoir aussi comment sera appliquée l'annonce que le capital sera taxé comme le travail : vu la façon dont s'est dénouée l'affaire des 75%, on peut être sceptique.

Lors de la campagne des présidentielles, le NPA et Philippe Poutou avançaient un projet de réforme fiscale d'ensemble prévoyant pour l'impôt sur le revenu une progressivité accrue et un taux de 100% pour la part du revenu dépassant 20 SMIC, soit 260 000 euros. Mesure s'appliquant, bien sûr, à tous les revenus, y compris les revenus du capital. Jean-Luc Mélenchon, pour sa part, avançait un « revenu maximum », parfois chiffré à 360 000 euros par an. Au-delà de la divergence sur le seuil, NPA et Front de Gauche semblaient converger sur l'idée d'une imposition totale des revenus dépassant un certain niveau. On verra comment les députés du Front de Gauche tireront les conséquences du renoncement de Hollande. En tout cas, pour sa part, le NPA continuera à défendre la nécessité d'un vrai bouleversement de la fiscalité pour faire payer fortunes, hauts revenus et entreprises, et ainsi baisser l'impôt le plus injuste : la TVA.

Henri Wilno

MANIFESTATION DANS L'ÉTAT ESPAGNOL Début d'un automne chaud

La mobilisation des syndicats à Madrid le samedi 15 septembre a marqué le début d'une dynamique de remobilisation sociale contre les coupes budgétaires criminelles du gouvernement de droite PP. Même si cette manifestation n'est pas arrivée au niveau de mobilisation que les directions syndicales espéraient, c'est quand même le point de départ pour relancer les luttes et tisser des alliances. Cette manifestation de Madrid représente ce que l'on appelle la « confluence des marées », c'est-à-dire le lieu de convergence entre différentes mobilisations et revendications : contre les coupes dans le domaine de l'éducation publique, en défense de l'emploi des mineurs, contre les attaques faites aux droits des femmes, etc.

Bloc contre la dette

Dans la mobilisation de samedi est apparu un bloc critique pour l'abolition de la dette. Ce bloc est né sous l'impulsion de la CGT espagnole (syndicat anarcho-syndicaliste) des « Ecologistas en Acción » (confédération qui regroupe la majorité des associations environnementalistes et écologistes), de la « Coordinadora Estatal Feminista », de la « Plataforma de Afectados por la Hipoteca » (PAH), de « Juventud Sin Futuro » (l'un des groupes qui était à l'origine du

déclenchement du mouvement des indignés), de « Oficina Precaria » (collectif de précaires né dans l'occupation des places), d'Attac et de Izquierda Anticapitalista.

Pressions pour une vraie grève générale

Le mot d'ordre central du bloc critique était le besoin d'une grève générale qui doit aller au-delà des journées de grève à froid décrétées par les directions syndicales majoritaires, et des initiatives minoritaires impuissantes et condamnées à l'échec.

Ainsi la grève dite générale proclamée par la CGT pour le 31 octobre ou celle qui va avoir lieu au Pays Basque (Euskadi) appelée exclusivement par les syndicats nationalistes le 26 septembre. Malheureusement, les grandes directions syndicales retardent au maximum l'appel à une prochaine grève.

Malgré ce rôle très conservateur des directions syndicales, les luttes contre la privatisation de RENFE (les chemins de fer), le second souffle de la lutte des mineurs et le développement de la colère des fonctionnaires et étudiants face aux coupes budgétaires sont des points d'appui réels pour pousser les directions syndicales vers la grève générale.

Andreu Coll (Izquierda Anticapitalista)



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / QUENTIN G.

MANIFESTATION À BARCELONE

Un tournant historique ?

Avec des centaines de milliers de personnes dans la rue, la manifestation nationaliste catalane du 11 septembre a été peut-être l'une des plus massives de l'histoire contemporaine de la Catalogne.

Sur fond de coupes budgétaires

Cette journée a montré la montée spectaculaire de l'indépendantisme dans l'opinion publique depuis la mutilation par la majorité du Parlement de Madrid (avec une majorité PSOE à l'époque) du projet de réforme du statut politique de la Catalogne déclenché en 2006 par un gouvernement de « gauche plurielle » (PS, eurocommunistes verdisés d'ICV et nationalistes de gauche d'ERC).

Le retour de la droite nationaliste au gouvernement en Catalogne s'est accompagné de coupes budgétaires et d'une grosse campagne politique et médiatique pour arriver à un pacte fiscal avec l'État afin d'en finir avec le prétendu « déficit fiscal ». La Catalogne subit un énorme décalage entre les impôts payés et les ressources publiques qu'elle reçoit de la part de l'État. Bien évidemment, les nationalistes de droite du CIU ont fait croire à l'opinion publique que les coupes budgétaires sont de la faute du pouvoir central de Madrid et non l'application sans complexes de leur propre modèle de société...

Entre le populisme et la déstabilisation... un contexte contradictoire

Malheureusement la montée d'un indépendantisme interclassiste a éclipsé symboliquement la lutte contre les coupes budgétaires et a divisé et paralysé le mouvement ouvrier, à priori hostile à un nationalisme débridé sans aucun contenu social. Le côté populiste du mouvement est évident, mais ce qui est aussi certain, c'est que les objectifs fixés par le gouvernement de la « Generalitat » ont été débordés, lui qui souhaitait simplement une grosse mobilisation pour faire pression sur le premier ministre Rajoy afin de négocier le pacte fiscal. Le mot d'ordre de la manifestation était carrément autour de l'idée d'« independència » et on a vu aussi de vraies manifestations du refus de l'« establishment » politique dans son ensemble. Même des leaders du CIU, la droite nationaliste catalane, ont été harcelés au point de devoir quitter la manifestation. La situation qui s'ouvre est porteuse d'une possible déstabilisation : d'un côté la critique de l'État espagnol, et de l'autre le débordement de la droite nationaliste catalane. La droite doit maintenant surfer sur une situation où la haute bourgeoisie pousse pour ne pas déborder les consensus constitutionnels déjà construits, mais où la petite bourgeoisie et de larges couches populaires ont déclenché un mouvement de rupture avec l'État, mouvement que le gouvernement catalan ne contrôle déjà plus.

Andreu Coll
(Izquierda Anticapitalista)

Gaz de Schiste : ni ici ni ailleurs !

Où en sommes-nous après le discours de François Hollande en ouverture à la Conférence environnementale ? Faut-il se réjouir avec José Bové ? Rien n'est moins sûr.

Petit rappel technique

Les gaz et huiles de schiste (GdS) sont ces hydrocarbures non conventionnels piégés dans la roche-mère et que seule la technique de la fracturation hydraulique permet d'extraire. Les conséquences sanitaires et environnementales en sont gravissimes. Nous y sommes opposés comme aux GdS eux-mêmes car ils sont le plus souvent chargés en radionucléides. Ils sont aussi polluants que le charbon en termes de gaz à effet de serre, et leur exploitation nous éloigne encore un peu plus de l'indispensable transition énergétique.

Quelle est la situation législative ?

Après le tollé qui avait suivi la délivrance de trois permis par Jean-Louis Borloo, la gauche avait proposé un texte interdisant l'exploration et l'exploitation de ces hydrocarbures. La droite s'était alors précipitée avec sa loi, un modèle d'hypocrisie. En effet, la loi Jacob n'interdit que la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation, sans définir ce qu'est la fracturation hydraulique. Du coup, les industriels peuvent jouer sur les mots et proposer par exemple de stimuler la roche plutôt que de la fracturer. En plus, elle autorise la fracturation pour expérimenter.

Avec Hollande, qu'est-ce qui change ?

Presque rien. Il a repris à son compte l'hypocrisie de la droite comme il a repris le texte du traité européen Sarkozy-Merkel. Il s'est engagé à ce qu'il n'y ait pas de fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation. Mais il n'a rien dit sur l'expérimentation et seule la technique est interdite, pas l'exploitation. Seul point positif, sept permis ont été bloqués dans les zones où la mobilisation a été la plus forte : Drôme, Ardèche, Sud-Ouest, Var, Savoie. Mais rien sur la région parisienne. Ce ne sont pas sept permis que nous combattons mais une centaine. Non, il s'agissait pour Hollande de calmer les pseudo-écologistes du gouvernement. Et ça a marché. Mais qu'a-t-il fait de plus que Sarkozy qui avait bloqué trois permis pour ne pas avoir un Larzac sur le dos ?

Restons plus que jamais mobilisés.

Samedi 22, journée mondiale contre la fracturation hydraulique.

La lutte doit donc continuer. Nous ne pouvons pas nous contenter des promesses. Nicole Bricq a été débarquée du ministère de l'Écologie car elle avait osé affronter Shell sur la question des forages au large de la Guyane. Montebourg puis Delphine Batho (remplaçante de Bricq) nous ont expliqué que le nucléaire était une filière d'avenir. Jean-Marc Ayrault a tenu des propos très ambigus sur les GdS. La transparence tant promise n'a pas vu le jour. Les détails techniques des permis permettant de savoir quels hydrocarbures sont recherchés ne sont pas disponibles (secret industriel oblige). Et alors que l'on nous avait assurés qu'aucune des demandes de permis en cours ne concernait les GdS, on a appris hier, par la bouche de Hollande, qu'on nous avait menti.

Ces gaz sont incompatibles avec la transition énergétique quelle que soit la technique utilisée. Mais la priorité de ce gouvernement est de préserver le système en place. Pour cela il lui faut surtout gagner un point de croissance, et ce que Sarkozy voulait chercher avec les dents, Hollande n'hésitera pas à le faire avec les GdS. Nul doute que De Margerie, le patron de Total qui a rencontré plusieurs fois Hollande, a obtenu quelque chose en échange de la baisse temporaire du prix de l'essence...

Ce samedi, soyons nombreux à manifester à Saint-Christol-les-Alès (sud-est), Beaumont-de-Lomagne (sud-ouest), Tournan-en-Brie (nord). Lutter contre les GdS, c'est s'attaquer au capitalisme mondial.

CorrespondantEs Commission nationale Écologie

La première zone de sécurité prioritaire (ZSP) vient d'être inaugurée par Manuel Valls. Quinze autres doivent être mises en place d'ici fin 2012 (dont 3 en Guyane !); une cinquantaine devraient suivre en 2013.

Fidèle à une rhétorique bien rodée, le ministre a expliqué : « Je suis là pour donner un signe. Celui de la présence de l'État auprès des citoyens les plus fragiles ». Il n'est pas certain que l'avis de ces derniers ait été vraiment demandé. Les chômeurs et les précaires n'auraient-ils pas préféré que la notion de sécurité englobe la sécurité de l'emploi ? Et qu'en pensent les millions de victimes des programmes d'austérité, plus que jamais fragilisés ? Ont-ils vraiment de quoi se satisfaire de la « politique de sécurité enracinée dans le concret » prônée par Manuel Superfluc ? Quant aux Roms et aux sans-papiers, imagine-t-on qu'ils éprouvent, par les temps qui courent, un sentiment de sécurité ? On peut gager que, faute de se voir octroyée la citoyenneté, ils ressentent d'une toute autre manière « la présence de l'État » ! La personnalité parfaitement adaptée au poste qu'il occupe de l'actuel ministre de l'Intérieur ne doit pas focaliser l'attention. Les relations de la Gauche de gouvernement avec la notion de « sécurité » ont une histoire. Régulièrement taxée d'angélisme ou de

Quand le PS fait la police

laxisme, pour l'accent qu'elle mettait sur les politiques de prévention, par une droite qui a toujours fait du thème de « la loi et l'ordre » son fonds de commerce, c'est sous l'égide de Lionel Jospin, dont Valls est l'émule, qu'elle décide d'assumer une politique prétendant prendre au sérieux sans faux fuyant les questions dites de sécurité. Pour combattre la droite, mais aussi l'extrême-droite, en période de crise, elle choisissait ainsi de venir sur leur terrain, sans état d'âme. Mais ce n'était pas là pour autant une révision déchirante de ses principes. Il ne s'agissait en somme que de reprendre le fil de la tradition républicaine, celle qui offre aux possédants une assurance tous risques contre les ressentiments et les visées des « classes dangereuses », ces classes populaires représentées sous des masques successifs toujours aussi effrayants et dont la figure dominante est aujourd'hui celle du jeune de banlieue, de préférence musulman, terroriste sur les bords. Car, depuis l'écrasement de la Commune, sous les décombres de laquelle la République s'était construite, Gauche et Droite s'entendent fort bien à maintenir le cap du maintien rigoureux, quoi qu'il

doive en coûter, de l'ordre social. Et pour donner à cette orientation une touche populaire, il suffit d'un tour de passe-passe consistant à rappeler à chacun qu'il possède bien quelque chose qu'il a intérêt à protéger... ou faire protéger.

Prendre le symptôme que représenterait la montée de la violence, bien difficile à évaluer objectivement au demeurant, pour le mal qui justifierait un accroissement de la présence policière dans les quartiers populaires (« des territoires bien ciblés, caractérisés par une délinquance enracinée ») relève de l'entourloupe. Cela revient à entretenir la confusion entre protection des « plus fragiles » et défense du droit de propriété, dans son principe inaliénable. La police est censée assurer la protection de ceux à qui un système implacable n'a pas laissé grand-chose. Il ne faut pas perdre de vue que les gouvernements de la République, de gauche ou de droite, n'hésitent pas à mobiliser cette même police contre des mouvements sociaux présentés comme une menace contre les personnes et les biens.

Si, d'aventure, celui-ci éprouvait un jour la même tentation, il faudrait qu'il nous trouve sur son chemin.

François Brun

Révolte à l'école d'art d'Avignon

Le cas de l'École supérieure d'art d'Avignon est l'exemple éclatant de la régression sociale consécutive aux décennies de réformes libérales visant à faire rentrer le service public d'éducation dans le moule idéologique du capitalisme. Depuis 18 ans, l'école est dirigée en despote par Jean-Marc Ferrari : recrutement du personnel, admission des étudiantes, projet d'école... tout ! Ce rêve libéral aboutit aux pires abus : harcèlement, éviction arbitraire des contestataires, absence de syndicat, chaos revendiqué, totalitarisme réel... Deuxième personnage de cette mauvaise pièce : Yvon Lambert, marchand-spéculateur millionnaire en art contemporain. Le musée de ce dernier étant mitoyen de l'école, il troque avec la mairie d'Avignon et l'État un fond de tiroir estimé à 90 millions d'euros contre les locaux de l'école remis à neuf aux frais du contribuable. M. Ferrari accepte immédiatement, en inventant le concept « d'école nomade », rendant ses étudiants sans locaux fixes dès juillet 2014. Coup de théâtre début juin : le roi vacille sur son trône. Trois plaintes sont déposées contre lui pour harcèlement moral et sexuel, et un groupe d'étudiants, soutenus par une ultra-majorité d'étudiants de l'école, par SUD Étudiant et SUD Éducation, se lance dans une lutte radicale. L'affaire est bien relayée par les médias locaux et fait même l'objet de cinq articles dans la presse nationale. Dans le domaine de l'art contemporain, ce type de soulèvement semble être attendu par beaucoup et depuis longtemps. Dès le début du conflit, Mme Roig, maire UMP d'Avignon, se prononce en faveur du directeur qui aurait « toutes les compétences ». M. Burdeyron, préfet du Vaucluse (aujourd'hui muté à Angers), convoque lui la presse locale pour lui demander d'arrêter de parler de conflit : « les difficultés de quelques étudiants [font couler plus d'encre qu'un] enjeu international : la donation de la Collection Lambert, plus grosse donation privée faite à l'État depuis le début du XX^e siècle ». M. Ferrari ne trouve d'autre façon de répliquer que d'attaquer en justice le syndicat SUD Étudiant. Une plainte pour diffamation est toujours en cours d'instruction. Il demande également la fermeture du blog des étudiants en lutte... Mais le 12 septembre 2012, la justice donne raison au syndicat : le directeur ne pouvait porter plainte sans décision du CA de l'école. Il est donc condamné au dépens et à verser 1500 euros au syndicat étudiant ! Mme Filippetti, ministre de la Culture, que les étudiants avaient interpellée lors du festival d'Avignon, a missionné un haut fonctionnaire, M. Oudart, pour mettre fin à ce conflit en ouvrant une commission de « conciliation ». Mais la balle reste dans le camp de Mme Roig, présidente de l'EPCC, la structure juridique qui régit l'école. Cette lutte est donc loin d'être terminée, une occupation de l'école est prévue pour début octobre et tout soutien moral ou financier est plus que bienvenu.

Le Collectif de lutte de l'École supérieure d'art d'Avignon

Plus d'infos sur : www.esa-avignon.fr

Solidarité avec le docteur Poupardin

Le NPA du Val-de-Marne appelle au rassemblement unitaire organisé par le comité de soutien du Dr Poupardin, le 26 septembre à 12h30 devant le tribunal de Créteil, en défense du médecin poursuivi par la CPAM.

Didier Poupardin, médecin à Vitry-sur-Seine, est poursuivi en justice par la CPAM du Val-de-Marne, qui lui réclame 2612 euros à titre de préjudice, plus 4000 euros de pénalité. Son « crime » : avoir mis toutes ses prescriptions médicales pour les patients en affection de longue durée (ALD) dans la zone haute de l'ordonnance « bizones », c'est-à-dire celle remboursée à 100% par la Sécurité sociale, bref ne pas vouloir faire « raquer » les malades. Sachant que les malades risquent de ne pas se payer les médicaments remboursés à 30% et du coup prennent des risques en rapport avec leur maladie grave. Le corps humain n'est pas bizonne ! Le Dr Poupardin n'a jamais pratiqué le dépassement d'honoraires. Il exerce depuis longtemps dans un quartier populaire où il soigne des malades aux revenus souvent très modestes, parfois en grande difficulté sociale. Les patients en ALD qu'il suit depuis des années auraient, faute d'argent, renoncé aux soins s'ils avaient eu à payer une partie de leurs médicaments. Alors que la CPAM s'acharne contre le Dr Poupardin, elle fait preuve d'un scandaleux laxisme à l'égard de l'une des plus grandes multinationales pharmaceutiques mondiales, Sanofi, qui a fait 5,7 milliards d'euros de profits en 2011. La CPAM a en effet commis des erreurs effarantes dans une procédure de maladie professionnelle liée à l'amiante à l'usine Sanofi de Vitry-sur-Seine, ce qui fait que le groupe, pourtant condamné par la justice, n'aura pas à déboursier un seul centime. Les indemnités (de plus d'un million d'euros !) seront payées par... la Sécurité sociale.

Le NPA du Val de Marne apporte son total soutien au Dr Poupardin et appelle au rassemblement unitaire, le 26 septembre à 12h30 devant le tribunal de Créteil, organisé par le comité de soutien du Dr Poupardin. Le NPA du Val-de-Marne exige l'arrêt des poursuites judiciaires contre le Dr Poupardin et la suppression des ordonnances « bizones » instaurées en 1986. Il dénonce l'austérité pratiquée depuis des années par les gouvernements successifs, la casse des hôpitaux publics, le déremboursement des soins par la Sécurité sociale, la privatisation toujours plus grande du secteur de la santé, etc., qui contraignent de plus en plus de malades à renoncer à se soigner.

Les malades doivent pouvoir se soigner selon leurs besoins et non selon leurs moyens. Pour le droit à la santé pour tous.

Correspondant

Pour plus d'infos, voir : http://didierpoupardin.wordpress.com

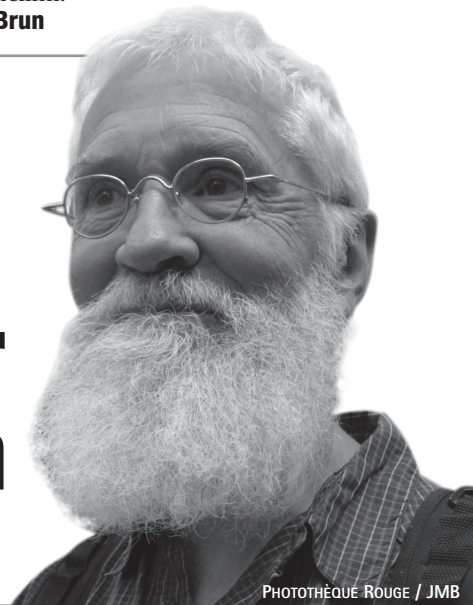
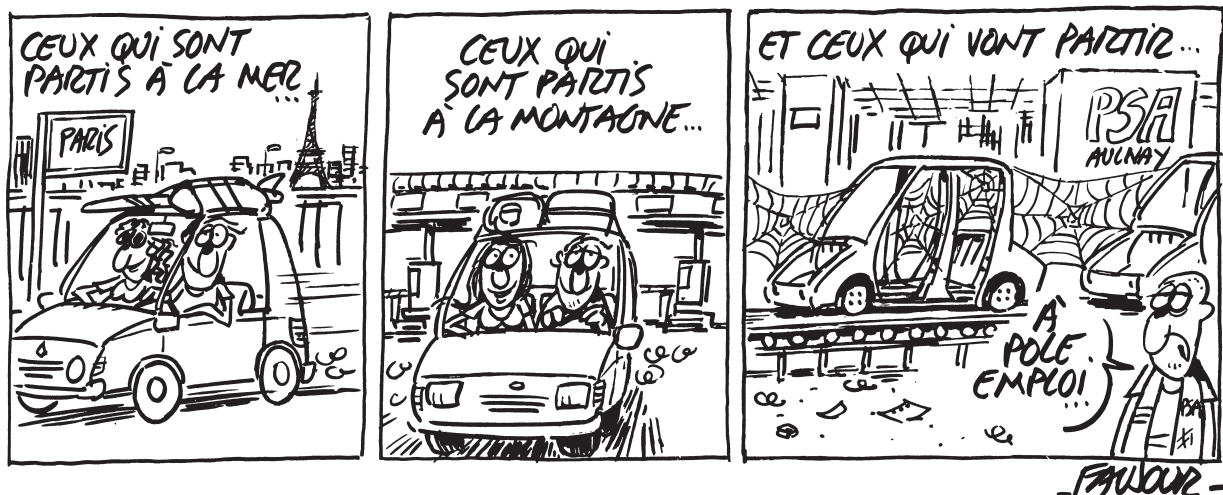


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Rassemblement de soutien le 26 septembre à 12h30 devant le tribunal de Créteil



Grèce en grève. La Grèce s'apprête à vivre une importante journée de grève générale le 26 septembre. Les manifs de rentrée de Salonique ont donné le « la » : la semaine passée, de nombreuses mobilisations ont eu lieu, toutes tournées contre les nouvelles baisses de rémunérations, ou contre celles à venir, ainsi que contre les coupes budgétaires qui empêchent les services publics d'exercer leurs missions, comme dans l'Éducation nationale où les besoins en enseignants sont criants en cette rentrée. La colère est telle qu'on voit des directions syndicales jusqu'ici bien discrètes appeler à des manifestations dans leur branche : sans même parler des syndicats de policiers, on peut citer la direction du syndicat des enseignants des universités, direction hétérogène qui s'était coalisée pour chasser l'ancienne direction, trop radicale aux yeux du pouvoir. Et de fait, la journée de mercredi 12 a vu dans la rue les enseignants de tous les degrés, soutenus par la Fédération du secteur Public, Adedy. Manifestaient aussi les employés municipaux, les travailleurs de la caisse d'épargne de la poste, puis plus tard les policiers et les militaires. Et on en oublie... Alors que de nouvelles mesures de casse sont imminentes après le passage en Grèce d'envoyés de la troïka, la relance de mobilisations massives et durables est cruciale, si on veut éviter que le désespoir croissant renforce l'influence des exploiters de misère que sont les racistes et fascistes de tout poil. La grève nationale appelée par la confédération du privé GSEE et par Adedy le 26 septembre doit

permettre aux travailleurEs de repasser à l'offensive, en fixant eux-mêmes leurs échéances et leurs objectifs, dans un contexte de très fortes mobilisations dans le sud de l'Europe !

Les Lyonnais. Sept policiers lyonnais viennent d'être mis en examen pour des faits de corruption : des embrouilles de trafic d'influence et trafic de drogue, comme dans un bon polar. Le procureur de la République a parlé d'« une multitude de services rendus en échange d'avantages reçus » (repas au restaurant, téléphones ou électroménager...) Opération « mains propres » dans la police, donc ? Volonté de se démarquer des complaisances de la droite, naguère au pouvoir, envers les pourris de tout poil ? Sans doute Manuel Valls, vitrine sécuritaire du gouvernement social-libéral, rêve-t-il d'une armée d'incorruptibles, agissant en conformité aux « valeurs de la République », comme ils disent... Il a ainsi déclaré que « l'exemplarité et le respect strict de la loi sont indispensables si l'on veut maintenir, renforcer ou rétablir le lien de confiance qui doit unir les forces de sécurité à nos concitoyens ». Il n'en a pas moins tenu, dans un parfait copié-collé des discours de ses prédécesseurs, à « réaffirmer son soutien sans failles à toutes celles et ceux, policiers et gendarmes, qui, à chaque instant, tout en respectant scrupuleusement les règles déontologiques, remplissent leurs missions, souvent au péril de leur vie ». Disons-le tout net. L'exemplarité « morale » d'un corps qui est

d'abord le garant de l'ordre social que nous combattons ne nous soucie pas outre-mesure. Ce qui nous importe, c'est que le jour même de la mise en examen des policiers ripoux, 80 Roms étaient délogés du centre de Lyon où ils campaient depuis deux mois par une police... bien sûr « exemplaire » aux yeux de ceux qui avaient mandé l'opération !

L'intégrisme religieux dévoie la révolte. Il a suffi d'un film venant des USA, stupide, provocateur, hostile à l'Islam et raciste, pour déclencher, comme une traînée de poudre, une série de manifestations violentes à travers l'ensemble du monde arabe. Le signal de la révolte a été donné par l'attaque de l'ambassade américaine à Benghazi en Libye, le 11 septembre, entraînant la mort de trois américains dont l'ambassadeur. Puis ce fut l'attaque contre l'ambassade de Tunis où deux personnes furent tuées. Vendredi, jour de prières, fut l'occasion de dizaine de manifestations, au Soudan, en Inde, au Bangladesh, au Liban, en Irak, en Jordanie... La provocation du film réalisé par des militants d'extrême droite américains, *l'Innocence des musulmans*, ne peut suffire à expliquer la vague de manifestations dirigées par les intégristes religieux. Ni la seule haine que suscite la politique libérale et impérialiste américaine. En incitant la révolte tournée contre les USA, en prenant l'initiative, les religieux entendent détourner la révolte sociale, diviser le peuple pour prendre le contrôle de la situation, maîtriser

la montée révolutionnaire qui cherche un nouveau souffle, l'étouffer. Les démagogues intégristes attisent la haine pour en tirer profit politiquement contre la population. Ils veulent empêcher que se construisent des solidarités entre les peuples pour la liberté, contre les dictatures, pour la démocratie.

La Cour de Karlsruhe vote pour l'austérité. Les huit juges suprêmes de la Cour constitutionnelle allemande (le Conseil constitutionnel en France) ont donné, la semaine dernière, leur feu vert au président allemand pour signer les textes de loi sur le futur fonds de secours et le Pacte de stabilité budgétaire. Ils avaient été saisis par six plaintes, émanant notamment des députés de Die Linke. Ils ont jugé que la loi sur le Mécanisme européen de stabilité (MES) était « en grande partie en conformité avec l'exigence constitutionnelle que la souveraineté budgétaire demeure entre les mains du Bundestag ». Ils ont fixé la limite à l'implication financière de l'Allemagne dans le financement du MES à 190 milliards d'euros. Le MES doit remplacer début juillet le Fonds européen de stabilité financière (FESF) mis en place depuis deux ans, doté de 500 milliards d'euros de capacité de prêt, dont une large part assumée par l'Allemagne en vertu de son statut de première économie de la zone euro. Ce fonds ne pouvait démarrer qu'une fois ratifié par des États pesant 90% de son capital, d'où l'impossibilité de se passer de l'Allemagne. Il a déjà été adopté par tous les autres États de la zone euro. Il aurait été étonnant que la Cour constitutionnelle de Karlsruhe mettent des bâtons dans les roues du gouvernement y compris sur le Pacte budgétaire. Impulsé par Merkel et Sarkozy qui imposent à 25 pays de l'Union européenne la règle d'or de la discipline budgétaire, avec des sanctions à la clé si les objectifs ne sont pas atteints, ce dernier doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2013, sous réserve qu'au moins douze des dix-sept pays de la zone euro l'aient approuvé. Sans surprise, la Cour de Karlsruhe a fait ce que le pouvoir lui demandait...

Act-Up arrêté, Novartis protégé. Huit membres d'Act Up-Paris ont été retenus pendant 48 heures à Bâle, en Suisse, alors qu'ils et elles menaient une action non violente, mardi 11 septembre devant le siège de la firme pharmaceutique Novartis. FouilléEs à nuEs, dépourvuEs de toute information, ils et elles n'ont pu avoir accès à aucun coup de téléphone, aucun lien avec un avocat pendant toute la durée de leur détention. Un des militants d'Act Up a été frappé parce qu'il souriait trop ! Mais surtout un des activistes, vivant avec le VIH, n'a pu avoir accès à ses médicaments contre le sida pendant 48 heures. Une des activistes qui avait ses règles n'a pu avoir accès à des tampons ou des serviettes pendant 24 heures, on lui a donné du papier toilette. Sans passer devant le moindre officier de police, sans procès, sans juge, sans avocat, les militantEs ont été condamnéEs à 770 euros d'amende chacunE. L'action visait à porter à Novartis une pétition alors que s'ouvrait un procès intenté par la firme pharmaceutique contre le gouvernement indien qui menace une clause protégeant la santé dans la loi indienne sur les brevets. Ce procès pourrait affecter la capacité de l'Inde à fabriquer des médicaments génériques. L'Inde est actuellement la « pharmacie des pays en développement ». Aujourd'hui les vies de 80% des personnes qui, en Afrique, prennent un traitement contre le sida dépendent des génériques produits en Inde. Alors que la soif illimitée de profits de Novartis menace des millions de malades dans les pays du Sud, le gouvernement suisse préfère s'attaquer à des activistes non violentEs au mépris de leurs droits. Il faut développer la solidarité avec les membres d'Act Up-Paris et développer la lutte contre Novartis et toutes les tentatives de bloquer la production et l'accès aux génériques dans les pays du Sud.

Pour toute info complémentaire, soutien et suivi : www.actupparis.org

SOUSCRIPTION 2012

NOM
 PRÉNOM
 ADRESSE
 CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
 Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
 - Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

“ NO COMMENT ”

Après, ça a des quantités de conséquences qui sont innombrables. Après, ils vont vouloir faire des couples à trois ou à quatre. Après, un jour peut-être, l'interdiction de l'inceste tombera.

LE CARDINAL BARBARIN, À PROPOS DU DROIT AU MARIAGE POUR LES HOMOSEXUELLES ”

TOUT est à nous !
 hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
 Rédaction : 01 48 70 42 27
 Diffusion : 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
 Administration : 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
 Mail : redaction@npa2009.org
 Numéro ISSN : 1969-8178
 Commission paritaire : 0414 P 11508
 Tirage : 6500 exemplaires
 Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
 Gérant et directeur de publication :
 Ross Harrold
 Impression :
 Rotographie, Montreuil-sous-Bois
 Tél. : 01 48 70 42 22
 Fax : 01 48 59 23 28
 mail : rotoimp@wanadoo.fr

